

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© LUTTE DE CLASSE

FAIRE ENTENDRE
LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Votez
**NATHALIE
ARTHAUD**
CANDIDATE COMMUNISTE

Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud p.1

- **Vive la lutte des travailleurs de Guyane!**
- **Le Parti communiste réunionnais**
- **Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan**
- **Les robots et le capitalisme**
- **Le Ceta**

Au sommaire de ce numéro

Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud Meeting central du 26 mars 2017 Discours d'Arlette Laguiller Discours de Nathalie Arthaud Fac-similés de la profession de foi et de l'affiche officielle	1 4 17
Vive la lutte des travailleurs de Guyane!	23
Parti communiste réunionnais: un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes	26
Turquie: les inquiétudes du gouvernement Erdogan	31
Aux origines du chômage: les robots ou le capitalisme?	35
Le Ceta et les intérêts des travailleurs	41

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud

Le meeting central de la campagne de Nathalie Arthaud pour l'élection présidentielle s'est tenu à Aubervilliers, dimanche 26 mars, devant quelque 4 000 personnes. Plusieurs militants ont pris la parole depuis la tribune pour dénoncer l'offensive du grand capital dans les entreprises : Sébastien Benoît, chaudronnier aux chantiers navals de Saint-Nazaire ; Claire Rocher, infirmière au CHU de Dijon ; Catherine Van Cauteren, ouvrière dans l'aéronautique à Villaroche (Seine-et-Marne) ; Jean-Pierre Mercier, militant à PSA Poissy. Jean-Marie Nomertin, militant en Guadeloupe, a également apporté le soutien de Combat ouvrier à Nathalie Arthaud. Enfin, Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud sont intervenues. Nous reproduisons ci-dessous leurs discours. L'ensemble des interventions sont disponibles sur le site de Lutte ouvrière (onglet Multimédia). Nous publions également les fac-similés de la profession de foi et de l'affiche officielle.

Meeting central de la campagne de Nathalie Arthaud, 26 mars 2017

Discours d'Arlette Laguiller

Travailleuses, travailleurs, chers camarades et amis,

Je prends la parole d'abord pour apporter mon soutien à Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière dans cette élection, notre candidate à toutes et à tous, mais aussi pour souligner la continuité dans le combat commun que nous menons.

J'ai été la candidate de Lutte ouvrière dans six élections présidentielles successives, avant que Nathalie prenne le relais.

La première fois que je me suis présentée, c'était en 1974. Nous étions la première organisation à avoir le courage de présenter à l'élection présidentielle une femme, qui était aussi une travailleuse, une employée.

En 1974, nous étions seulement six ans après la grève générale de 1968 et on aurait pu penser qu'avec le bouillonnement des idées qui avait marqué

cette période de mai-juin 68, les partis traditionnels auraient osé présenter une femme, mais aucun ne l'a fait.

Et je suis consciente que ce qui a le plus marqué les esprits à l'époque, et peut-être encore aujourd'hui, ce sont des phrases de mes allocutions télévisées. Lors de ma première intervention, je disais en effet : « *Je suis une femme et j'ose me présenter à cette République d'hommes.* » Et lors de ma dernière intervention, je m'adressais aux travailleuses et travailleurs en disant : « *Femmes, mes sœurs, travailleurs, mes frères.* »

Eh bien, ma candidature suscita le mépris amusé de toute la caste politique et de bien des médias ! Comment une femme, une travailleuse, pouvait-elle faire irruption au milieu des petits jeux et des grandes combines ?

En 1976, un certain général Bigeard, ex-chef militaire des guerres coloniales du Vietnam et d'Algérie, proposa même de me « *marier avec un parachutiste pour [me] calmer* » ! J'ai sans doute été la seule à dire à ce ministre de Giscard qu'il n'était qu'un « *pithécanthrope galonné* ».

Ce pays, qu'on nous présente comme une grande démocratie, a donné le droit de vote aux femmes plus d'une décennie après la Turquie. Et ce n'est pas un hasard si la bourgeoisie conservatrice de ce pays n'avait jamais voulu présenter une femme jusqu'alors.

Eh bien oui, nous l'avons fait, parce que pour nous l'égalité des femmes et des hommes, avant d'être un droit à imposer, est un fait, une évidence ! Alors, je suis très fière qu'aujourd'hui encore nous ayons choisi une



candidate, en la personne de Nathalie Arthaud, pour défendre les intérêts du camp des travailleurs.

* * *

Au-delà de la diversité des situations lors des six élections présidentielles successives, ce qui était commun à toutes mes candidatures, c'est que nous avons toujours voulu représenter les intérêts de classe du monde du travail, le camp des travailleurs.

Nous avons toujours cherché à ce que cette fraction des travailleurs qui ont gardé leur conscience de classe, la conscience que les exploités ont des intérêts opposés à ceux de leurs exploités, puisse s'exprimer et qu'ils ne soient pas obligés de voter pour un homme politique de la bourgeoisie, que son étiquette soit de droite ou de gauche.

Certes, nous avons connu des scores et des résultats variables. De moins de 1% à 2% jusqu'à plus de 5% en 1995 et 2002. Cela a représenté entre 200 000 et 1,6 million de femmes et d'hommes qui ont choisi, au moins une fois, de

voter pour des communistes révolutionnaires.

Cela nous a permis de montrer, à travers ces six élections, que le courant dont nous exprimons les idées, certes minoritaires, est toujours là. Cela a permis que ne disparaisse pas la petite étincelle qui, si elle s'enflamme un jour, mettra le feu à la plaine.

Les coteries politiques de droite et de gauche qui se relayaient au pouvoir et les médias qui véhiculaient le conformisme de ces gens se gaussaient souvent, déjà à l'époque, de nos résultats! À leur aune, ceux qui n'étaient pas en situation de conquérir le palais présidentiel de cette République bourgeoise ne méritaient que du dédain. Cette tradition persiste aujourd'hui, et Nathalie Arthaud a droit bien souvent à des réflexions ou à des questions qui me rappellent de vieux souvenirs.

Oui, les idées communistes révolutionnaires sont minoritaires dans ce pays, et nous en sommes parfaitement conscients. Il en a toujours été ainsi, sauf pendant ces pé-

riodes, si rares dans l'histoire, où les opprimés et les exploités de la veille relèvent la tête et font trembler la société sur ses bases.

C'est de ce creuset révolutionnaire qu'est né à l'époque le parti qui portait et qui porte toujours le mot « communiste » dans son nom, le Parti communiste français. Mais ce parti, à certaines époques ô combien puissant, a abandonné depuis des décennies toute perspective communiste, pour s'aligner, dans un premier temps, derrière la bureaucratie stalinienne de feu l'Union soviétique, avant de s'intégrer complètement dans le jeu politique de la bourgeoisie ici, en France.

Dans les années 1960-1970, le Parti communiste était un grand parti, implanté dans les entreprises, avec de nombreuses cellules. Et avant 1968, à chaque fois que nous venions à la porte des usines distribuer nos tracts, nous avions droit aux insultes, voire aux coups, de la part de militants du Parti communiste qui nous traitaient d'hitléro-trotskyistes. Aujourd'hui, à part Lutte ouvrière,

il n'y a plus grand monde qui distribue régulièrement une presse communiste devant la porte des usines.

À l'élection présidentielle de 1969, le PCF représentait 21 % de l'électorat, et encore 15 % avec Marchais en 1981. Cela a été ensuite une lente dégringolade, jusqu'à la dernière fois où ce parti a présenté un candidat, en l'occurrence une candidate, Marie-George Buffet, à l'élection présidentielle, où elle a obtenu moins de 2 % des voix, en 2007.

En 2017, le Parti communiste n'est plus présent dans cette campagne électorale, après son ralliement à Mélenchon, cet ancien sénateur et ministre du Parti socialiste, qui essaie de faire croire qu'il suffit de changer le numéro de la République pour que tout aille mieux pour le monde du travail.

Au grand désarroi d'une partie de ses militants, la direction du PCF n'a eu ni la volonté ni le courage de présenter un candidat.

L'affaiblissement du Parti communiste est uniquement dû à la politique de sa direction qui, déjà en 1974, n'avait pas présenté de candidat face à Mitterrand. Elle avait mis toute l'influence, tout le dévouement de ses militants dans les entreprises, dans les quartiers populaires, à présenter cet homme politique bourgeois comme l'espoir des travailleurs. Par la suite, elle avait soutenu le gouvernement Jospin, puis Hollande, et elle recommence aujourd'hui avec un Mélenchon qui pourtant la méprise.

Voilà comment le PCF a trompé, trahi les travailleurs. Voilà pourquoi le PCF a perdu son influence dans la classe ouvrière.

Alors, je dis aux militants du PC qui ont adhéré sincèrement à ce parti, pour les idées généreuses d'une société communiste et pas pour participer à des gouvernements qui mènent

la politique voulue par la bourgeoisie, que s'ils ne veulent pas voter pour un Mitterrand au petit pied, s'ils veulent voter selon leurs idéaux, il faut qu'ils votent pour la seule candidate qui lève bien haut le drapeau du communisme, Nathalie Arthaud.

Et je suis sûre que dans cette salle sont venus des militantes et des militants, des ex-militants ou des sympathisants du PC. Alors, je les appelle à être plus fidèles à leurs convictions profondes qu'à une direction erratique et à voter pour notre camarade. Mais, bien sûr, c'est à eux qu'appartient ce choix.

Alors, pour ce qui nous concerne à Lutte ouvrière, nous continuerons à militer sur la base des idées communistes révolutionnaires, sur la base de ces idées qui nous relient au courant du mouvement ouvrier

représenté successivement par Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky. Qui nous relie à cette révolution russe de 1917, ses perspectives, ses idées politiques, dont nous nous réclamons. Ces idées nous ont été transmises par d'autres générations de militants trotskystes qui, même broyés par le stalinisme, ont tenu bon dans de nombreux pays, et d'abord en Union soviétique, malgré les calomnies, la répression, les arrestations, les assassinats.

Eh bien, ces idées, nous continuerons à les défendre, en nous efforçant de reconstruire le parti communiste révolutionnaire qui manque à la classe ouvrière! Nous continuerons à le faire, parce que la société capitaliste basée sur l'exploitation et la concurrence, qui conduisent l'humanité vers la catastrophe, ne peut pas être notre avenir.

REVOLUTION GRAPHIQUE OU REVOLUTION SOCIALE?



Discours de Nathalie Arthaud

**Travailleuses, travailleurs,
chers amis, chers camarades,**

LA BOURGEOISIE MÈNE LA LUTTE DE CLASSE

La minorité capitaliste et le grand patronat nous mènent une guerre de plus en plus féroce. Les milliards qu'ils amassent sont réalisés à coups de licenciements, de suppressions d'emplois, de blocages de salaires, d'augmentations du temps de travail et d'aggravations de l'exploitation. Ils sont réalisés à grand renfort de travail intérimaire et de sous-traitance, où les salariés sont plus flexibles et plus mal payés. Ils sont arrachés aux salariés des plus petites entreprises, priés de ne pas compter leurs heures parce que leur patron est étranglé par ce grand capital.

Les régions ravagées par le chômage, les centres-villes désertés parce que le petit commerce est moribond, les millions de femmes et d'hommes, de jeunes qui jonglent avec des petits boulots, les retraités dont la pension est inférieure au seuil de pauvreté : voilà le résultat de l'avidité insatiable de la classe capitaliste.

On nous dit que la lutte de classe est dépassée. Mais les camarades qui m'ont précédée l'ont décrite très concrètement : ce sont les minutes de pause volées, les primes diminuées, les heures non payées, les RTT supprimées, les gestes et les postures répétés qui usent la santé. Et c'est tous les jours pour des millions de salariés, dans le privé comme dans le public. Prenez les négociations salariales qui se déroulent en ce moment dans les grands groupes. Michelin prévoit 14 % de plus pour les dividendes mais, pour les salaires, c'est 1 % à 3 %. Chez Re-

nault, le PDG grassement payé Carlos Ghosn a promis aux actionnaires 31 % de dividendes supplémentaires, pour les ouvriers ce sera 0,6 % d'augmentation générale. La voilà, la lutte de classe !

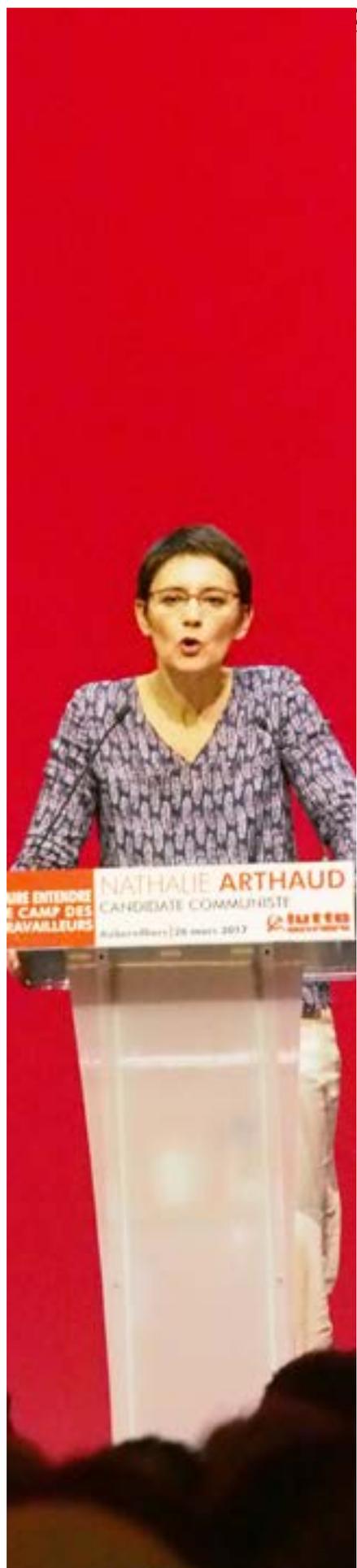
Parce que je dénonce la grande bourgeoisie, parce que je décris l'opposition entre le monde du travail et la classe capitaliste, on m'accuse d'être schématique, caricaturale voire violente. Mais c'est la réalité qui est caricaturale et violente !

Comment ne pas être révolté par l'étalage des richesses, par ces jets privés, ces palaces, toutes les extravagances de la grande bourgeoisie, quand il y a des femmes et des hommes qui dorment dans la rue, ou renoncent à se faire soigner faute d'argent !

21 milliardaires possèdent l'équivalent de ce que détiennent 20 millions de femmes et d'hommes dans ce pays ! Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, patron de LVMH, a augmenté sa fortune de 8,5 milliards en 2016, pour atteindre 38,5 milliards. Drahi, le magnat de la télécommunication, a doublé sa fortune, passant de 5,4 milliards à 12 milliards. La fortune de Besnier, la famille à la tête de Lactalis, est passée de 7 à 10,5 milliards. Et tout ça en pleine période de crise, alors que l'économie est stagnante et que la concurrence fait rage.

Eh bien cela n'a été possible que parce que l'exploitation a été renforcée à tous les étages de leur empire. On nous présente toujours ces fortunes comme le fruit du travail mérité de valeureux entrepreneurs. Mais elles se sont construites sur le vol du travail de générations d'exploités et aussi sur la mise en coupe réglée de l'argent public !

Car la grande bourgeoi-



sie pille aussi les caisses publiques, aux dépens des hôpitaux, de l'éducation, des transports. Et l'État vide volontiers ses poches. C'est l'argent sonnante et trébuchant des subventions ou des exonérations, mais ce sont aussi tous les services rendus quand les ministres se transforment par exemple en représentants commerciaux pour les Dassault ou les Bouygues.

Alors oui, cette grande bourgeoisie commande l'État, elle domine l'économie et pèse sur toute la marche de la société. Et elle nous conduit dans le mur, en poussant les classes populaires vers la déchéance matérielle et la société à la déshumanisation, car le chômage et la misère font le lit de la concurrence, de l'individualisme, du rejet, voire de la haine de l'autre.

Alors, dans cette campagne, il faut que nous disions aux travailleurs qui nous entourent : ne vous laissez pas abuser par les pantins qui s'excitent sur la scène politique. Regardez ceux qui tirent les ficelles, regardez la classe capitaliste qui tient nos vies entre ses mains : c'est une classe parasitaire, anachronique et irresponsable.

Et la guerre sociale qu'elle nous mène ne s'arrêtera pas au lendemain de la présidentielle. Elle se poursuivra et même elle s'aggravera, du simple fait que nous nous enfonçons dans la crise, et ce que la bourgeoisie ne peut pas gagner par l'élargissement de ses marchés, elle l'obtient en aggravant l'exploitation.

Si nous la laissons faire, ce ne sont pas 9 millions de pauvres que l'on comptabilisera, mais 10 ou 12 millions. Alors, saisissons-nous de cette élection pour dénoncer la dictature de la bourgeoisie, pour mettre en avant nos intérêts de classe et affirmer notre conscience d'avoir à nous battre pour les imposer.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, UNE DUPÉRIE

Beaucoup l'ont fait remarquer : cette campagne offre un spectacle inédit. Plusieurs candidats, sans être nouveaux en politique, se sont invités de façon inattendue. Et, en plus de ce casting renouvelé, on a droit à des rebondissements, avec désistements, ralliements, tractations d'appareil, divisions et démêlés judiciaires... Pour la première fois, on a un candidat à la présidentielle mis en examen et une autre menacée de l'être sous peu.

Cela donne un peu plus de piquant que d'habitude. Là, on les voit, tels que nature, avec leur arrogance propre aux privilégiés. On les voit, pris au piège de leur propre démagogie sur la justice, la tolérance zéro, et ils sont pris en flagrant délit de mensonge. Eh bien, il faut le garder en tête.

Parce que vous l'avez vu, avec le premier débat organisé : la comédie électorale a repris et elle suit son cours comme si de rien n'était. Et regardez comment tous les commentateurs prennent la moindre déclaration de ces gens-là pour argent comptant.

Bien sûr, tous ces politiciens savent y faire pour faire oublier leurs incartades et leurs bassesses. À les entendre, on pourrait presque les prendre pour des enfants de cœur ! Ils ont tous un petit mot pour les smicards, pour les femmes, pour les retraités, les handicapés, les agriculteurs, les commerçants, les jeunes. Ce sont de beaux parleurs.

Mais, au lendemain de l'élection, nous nous retrouverons toujours et encore confrontés au grand patronat qui décidera s'il ferme ou pas telle ou telle usine, qui décidera de reléguer les femmes dans les boulots les plus précaires et les plus

mal payés. Les jeunes continueront d'être baladés de stage en contrat de qualification... Le grand patronat continuera de faire de nous des invalides et des handicapés, du fait de cadences et de charges de travail toujours plus lourdes ! Notre banquier décidera d'accepter ou pas le découvert ou le crédit dont on a un besoin vital. Et cela, quel que soit le président élu. Tous ces politiciens ne changeront rien de ce qui est fondamental pour nous. Parce qu'ils ne veulent rien changer à l'ordre social et à notre condition d'exploités. Beaucoup ont gouverné et on les a vus à l'œuvre. Aujourd'hui ils nous disent qu'ils ont compris, et qu'ils feront différemment. Mais il suffit de les entendre, y compris celle qui n'a pas encore gouverné, Le Pen, pour voir que toute leur politique transpire la servilité vis-à-vis de la bourgeoisie.

Un exemple. Ils parlent de la nécessité de lutter contre le chômage, de réindustrialiser le pays et d'investir. Il y aurait une chose très simple à faire, quelque chose qui ne dépend pas des capitalistes, qui ne dépend que d'eux s'ils sont élus : ce serait d'utiliser l'argent de l'État pour construire le million de logements qui manquent aujourd'hui.

Cela fait des décennies que l'on parle d'urgence en matière de logement. Eh bien l'État pourrait prendre le problème à bras-le-corps, il pourrait lui-même embaucher en direct, les maçons, les peintres, les électriciens, les ingénieurs et architectes ! Ce n'est pas la main-d'œuvre qui manque et ce n'est même pas l'argent, car ils ont tous prévu de donner des dizaines de milliards au patronat.

Mais aucun n'a la volonté de faire cela. Ils veulent réserver l'argent public à la bourgeoisie. Alors, vous pensez bien qu'ils ne prendront pas une seule mesure contraire à ses intérêts,

ils la seconderont en menant une politique antiouvrière. Et les quelques mesures de leur programme un tant soit peu favorables aux classes populaires termineront, s'ils sont élus, à la poubelle! Comme toujours!

On nous appelle à voter, mais il s'agit de choisir le président de la République qui servira le grand patronat, qui l'aidera à attaquer nos conditions de travail, nos emplois, nos retraites. Il ne faut pas marcher là-dedans. Quand on est ouvrier, employé, chômeur, voter pour l'un ou l'autre de ces prétendants à l'Élysée, c'est voter contre son camp, c'est se vouer à être trompé et sacrifié.

Vous connaissez sûrement l'expression très populaire en mai 68: «La dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie, c'est cause toujours!» Eh bien c'est une expression à remettre à l'ordre du jour! Ne vous laissez pas bercer de belles paroles! Ne marchez pas dans le jeu truqué des élections. Utilisons notre bulletin de vote pour lever le drapeau de la conscience de classe et des luttes collectives!

Je l'ai dit maintes fois. Je ne suis pas candidate pour devenir présidente de la République. Ni Arlette Laguiller ni moi n'avons jamais rêvé de l'Élysée ou de Matignon. Nous ne voulons pas participer à la gestion de ce système capitaliste. Nous voulons le renverser. Nous sommes convaincus que les travailleurs, les exploités peuvent le faire et imposer une gestion collective de la société, à condition qu'ils en aient conscience, à condition qu'ils se battent tout simplement pour leurs intérêts.

Et la conscience se forge dans le combat politique. Avec Macron, Fillon, Le Pen, Hamon et Mélenchon, on a droit à toute une palette de partis, du plus libéral au plus étatiste, de la plus xénophobe au plus tolérant. Aucun d'eux ne représente les intérêts des travailleurs, et il faut le dire.



SAINT FILLON QUI AIME L'OSEILLE

Pour Fillon, c'est clair. Lui-même revendique être le serviteur dévoué de la bourgeoisie. Et il lui ressemble comme deux gouttes d'eau! L'arrogance de Fillon, ses leçons de morale du genre «faites ce que je vous dis, pas ce que je fais», c'est exactement le mépris du grand capital pour le monde ouvrier!

Fillon s'est lancé dans la campagne comme l'homme de la probité et de la rectitude, un catholique pratiquant prêt à faire don de sa personne à la France. Et patatras! Il a suffi que le *Canard enchaîné* fasse une enquête, tire sur un fil, et la pelote est venue. Et quelle pelote, je devrais dire le ballot de laine, puisque Fillon est maintenant poursuivi pour détournements de fonds publics, complicité et recel d'abus sociaux, manquements aux obligations de déclaration à la Haute autorité sur la transparence de la vie publique, et faux et usages de faux... Et je passe sur les costumes, la montre et les com-

missions à 50 000 euros. Mais au-delà de ses turpitudes, regardons bien son programme, la fin des 35 heures, la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, la retraite à 65 ans, plus d'impôts pour les pauvres, moins pour les riches. Car c'est le programme du grand patronat et, quel que soit l'élu, celui-ci cherchera à l'imposer. Alors nous sommes prévenus: le grand patronat va attaquer fort! Eh bien il faut se tenir prêts à nous défendre.

DANS LE MACRON, TOUT EST BON POUR LES PATRONS

Macron, lui, joue la carte de la jeunesse et la fraîcheur. Mais il se veut aussi l'homme de la synthèse. Macron, c'est l'enfant de Hollande et de Sarkozy, fiancé à Bayrou! Bref, Macron, c'est comment faire du neuf... mais avec du vieux!

Et puis on peut être jeune et être un défenseur zélé des bourgeois. C'est même obligé quand, comme Macron, on a été banquier chez Rothschild.

Macron a gagné trois millions, un million par an, pour jouer l'intermédiaire entre des requins de la finance dans cette banque. Et il se dit fier d'avoir, à la différence d'autres, une vraie expérience professionnelle. Comme si cela lui donnait une idée concrète de la vie de l'écrasante majorité de la population!

Macron regarde la société de sa fenêtre de bourgeois. Et que dit-il à la jeunesse? «Créez votre activité, devenez auto-entrepreneurs.» Résultat, vous livrez des pizzas comme les jeunes d'il y a trente ans. Mais au lieu d'être en scooter, vous serez à vélo; et si vous avez un accident, vous n'aurez même pas de couverture sociale, car vous n'êtes pas salarié!

Macron vante aussi l'économie numérique... Mais l'économie numérique, c'est qu'au lieu d'être chauffeur de taxi, vous êtes chauffeur Uber. Au lieu d'être manutentionnaire chez Carrefour, vous l'êtes chez Amazon, mais vous alignez autant d'heures voire plus, et vous êtes aussi mal payé!

Le peu de temps qu'il a été au pouvoir, deux ans, il est parvenu à attacher son nom à deux lois antiouvrières: la loi Macron, qui a étendu le travail le dimanche, et la loi El Khomri, qu'il aurait voulue plus dure encore. Eh bien deux ans ça nous suffit!

LE PEN, FAN DE TRUMP, ENNEMIE DES TRAVAILLEURS

Le Pen se prétend la « candidate du peuple » mais elle appartient au même monde que Fillon ou Macron, celui des riches qui usent de tous les moyens pour accroître leur fortune. Elle a même transformé son activité politique en petite entreprise familiale prospère. La seule chose qui la distingue, c'est qu'elle a toujours

été écartée de la mangeoire gouvernementale.

À l'image de sa nouvelle idole, le milliardaire-président Donald Trump, et de Poutine, le grand chef de l'oligarchie russe, elle veut servir les capitalistes et les banquiers. D'ailleurs, plus elle s'approche du pouvoir, plus elle leur fait des œillades. Et elle aussi prévoit des suppressions d'emplois dans la fonction publique, la baisse de l'impôt sur les sociétés et des cotisations patronales.

Mais en même temps, cette démagogue laisse entendre aux classes populaires qu'elle reviendra à la retraite à 60 ans et versera une prime pour augmenter les plus bas revenus. Dans son programme, cette prime est passée de 200 euros à 80 euros. Mais surtout, elle prévoit de nous la faire payer, en taxant les importations et en réduisant ce qu'elle appelle « le coût de l'immigration ».

Nous paierons donc tous, parce qu'avec cette nouvelle taxe aux frontières tous les prix augmenteront. Et nous paierons une seconde fois, parce qu'avec son mot d'ordre de préférence nationale Le Pen affaiblit le monde ouvrier en le divisant!

Comme si le problème venait des étrangers! Mais qui supprime des emplois? Qui comprime les salaires? Ce ne sont sûrement pas les immigrés qui travaillent sur les chantiers, sur les chaînes de montage, dans la restauration ou le nettoyage!

Si Le Pen parvenait au pouvoir, elle mènerait sur le fond la même politique que les autres, en étant encore plus dure avec les étrangers, comme on le voit aujourd'hui avec Trump aux États-Unis, et plus autoritaire avec tout le monde.

Dans les municipalités où le FN est aux affaires, il a rendu la vie infernale aux associations comme le Secours populaire. Et, vu son hostilité aux asso-

ciations féministes et sa haine des syndicats, hormis quelques syndicats patronaux ou... policiers, oui, l'arrivée du FN ferait reculer les droits de tout le monde.

Alors, au copain de boulot, au voisin, à celui qui regarde vers Le Pen, il faut dire: laisse ce vote aux bourgeois du 16^e qui ne supportent pas la vue d'un centre pour SDF; laisse ce vote aux nostalgiques de l'Algérie française, à la Manif pour tous, aux nazillons mal vieillissants, aux policiers racistes qui cognent ceux qui sont noirs en plus d'être pauvres! Ne vote pas contre les immigrés, qui sont nos frères de classe! Vote pour tes intérêts, vote pour ton camp, le camp des travailleurs!

HAMON, ÉNIÈME ILLUSIONNISTE DU PS

À gauche, Hamon a repris la ritournelle de tous les candidats socialistes à la présidentielle. Faire rêver, réenchânter l'avenir. Dimanche dernier, lors de son meeting à Bercy, il a remixé le discours du Bourget de Hollande, vous savez, « Mon ennemi c'est la finance » et, de l'avis des commentateurs, c'était plutôt réussi! Le seul problème c'est que l'on sait que c'est du pipeau.

Regardez son histoire de revenu universel. Au départ, ce revenu était présenté sous la forme d'un revenu de 750 euros versé sans condition à chaque individu dès sa naissance. Ce revenu universel a fait couler beaucoup d'encre. Eh bien cela a été de l'encre gaspillée, parce que Hamon ne prévoit plus qu'un RSA amélioré. Habituellement, les socialistes renient leurs promesses une fois arrivés au pouvoir, eh bien là, la promesse n'a même pas tenu le temps de la campagne.

Et sur le fond, il faut un sacré mépris pour les classes populaires pour croire qu'on peut

leur faire accepter le chômage permanent avec une aumône de 750 euros par mois. Un travail, c'est non seulement du salaire mais aussi de la dignité.

Et ce qui est révélateur, c'est que Hamon a reculé parce qu'il ne trouvait pas comment le financer. Parce qu'il ne veut rien imposer au grand patronat, il ne veut surtout pas le faire payer. Alors oui, Hamon est bien le digne héritier du PS! Et s'il arrivait au pouvoir, il ferait comme ses ancêtres, Mitterrand, Jospin et Hollande: trahir et démoraliser ceux qui l'ont élu!

MÉLENCHON, FAUX SAUVEUR SUPRÊME

En concurrence avec Hamon pour incarner la «vraie gauche», le langage de Mélenchon et ses coups de colère font mouche chez les déçus du PS. Et le fait que le PC ait fini par le choisir lui donne une base militante dans les classes populaires.

Mélenchon promet de revenir à la retraite à 60 ans, de réduire le chômage, de porter le smic à 1300 euros et d'augmenter les petites retraites. Mais attention, il se veut responsable et il assure que ces mesures ne coûteront rien au patronat. Pour compenser, Mélenchon a d'ailleurs prévu la baisse de l'impôt sur les bénéficiaires, qui passerait de 33% à 25%. Et il promet surtout de relancer l'économie.

Pour Mélenchon, s'il y a 6 millions de chômeurs, si le niveau de vie des classes populaires s'effondre, c'est parce depuis quinze ans il n'y a que des mauvais pilotes au sommet de l'État. Mais avec lui, tout va changer. Grâce à sa politique, le capitalisme sortira de la crise dans laquelle il s'enfonce et les capitalistes cesseront d'orienter tous les capitaux vers la finance! C'est semer de graves illusions

sur ce qu'est le capitalisme.

Quelles que soient les politiques publiques, que l'on sorte ou pas de l'Union européenne comme l'envisage Mélenchon, l'avidité et la dictature de la grande bourgeoisie sur les travailleurs et sur l'économie ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique!

Mélenchon pose en antisystème parce qu'il parle de VI^e République. Mais prétendre redonner le pouvoir au peuple sans l'enlever des mains des vrais maîtres de la société que sont les capitalistes relève d'un tour de passe-passe.

Les régimes se sont succédé, mais l'appareil d'État, lui, s'est maintenu, avec souvent les mêmes hommes aux postes clés, intimement liés aux plus riches. Et les grandes familles bourgeoises ont traversé tous les régimes en s'adaptant et en ne cessant jamais de s'enrichir.

Prenez le groupe Lafarge: il a fait des affaires sous tous les régimes depuis plus d'un siècle, il a prospéré sous la III^e République, la IV^e et la V^e République. Il a participé à la construction du mur de l'Atlantique sous Pétain et Hitler. On a appris récemment qu'il a poursuivi ses affaires en Syrie sous Daesh et hier encore il était candidat pour construire le mur de Trump entre le Mexique et les États-Unis! Autant dire que ce n'est pas une VI^e République qui l'arrêtera!

Tout dans la politique de Mélenchon indique qu'il veut être le gérant loyal de cet ordre social, et c'est particulièrement frappant sur le plan international. Mélenchon aime discuter sur le rayonnement de la France, sur son universalisme et sa présence sur les cinq continents! Mais comment la France rayonne-t-elle aujourd'hui? En aidant à bombarder en Syrie et en Irak! En intervenant au Mali! En étant une puissance impérialiste, certes de seconde zone, mais impérialiste quand

même! Et cela, aucun travailleur n'y a intérêt!

Parce qu'il ne veut pas être accusé de laxisme, Mélenchon tient sur l'immigration des propos plus qu'ambigus. D'un côté, pour ne pas heurter une partie de ses électeurs, il promet de «donner des papiers à ceux qui ont un contrat de travail». Mais juste après, il n'hésite pas à affirmer qu'«il n'y a pas moyen d'occuper tout le monde» et il justifie l'expulsion de «ceux qui n'ont ni papiers ni contrat de travail» car, dit-il: «c'est la loi» et «je ne sais pas quoi en faire»!

L'emballage se veut plus présentable, mais c'est ce que l'on entend du côté de Le Pen! Eh bien ce n'est pas ainsi que l'on pourra contrer son influence dans les classes populaires. Il faut le dire clairement: non il n'y a pas de problème d'immigration. Il y a le problème d'une minorité qui accapare les fruits des richesses que nous produisons collectivement.

Alors, restons fidèles aux mots d'ordre qui ont fait honneur au mouvement ouvrier: liberté de circulation et d'installation pour tous les opprimés de la terre. Émancipation des travailleurs à l'échelle de la planète, émancipation qui sera celle des travailleurs eux-mêmes, car il n'y a pas de sauveur suprême!

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre de cette compétition électorale, les principaux candidats s'opposent mais ils partagent le même parti pris fondamental: ils sont convaincus que sans les capitalistes il n'y a pas de croissance, pas de prospérité, pas d'emplois, pas de vie économique. Leur politique consiste à faire la politique qui leur convient.

J'appelle les travailleurs à affirmer l'inverse. La bourgeoisie n'est rien sans nous, les travail-

leurs. Les Arnault, les Drahi, les Bettencourt ne seraient rien sans les centaines de milliers de salariés qui travaillent dans leurs usines et leurs bureaux. Ils ne seraient rien sans leurs comptables, leurs chauffeurs, leurs femmes de ménage et leurs majordomes! Même pour se faire à manger ils ont besoin de nous!

Ensemble, nous faisons tourner toute la société. Nous produisons toutes les richesses. Y compris les superprofits qui sont encaissés par une minorité. Y compris les produits de luxe réservés aux plus riches. Les progrès des transports, de la médecine, toutes les prouesses techniques, c'est nous! Nous sommes indispensables à la bonne marche de l'économie et de la société.

Eh bien il faut que nous l'affirmions et que cela soit notre boussole politique. Nous sommes mille fois plus légitimes à mettre en avant nos revendications que cette classe

minoritaire et parasite. Nos intérêts, nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie doivent passer avant les parachutes dorés des PDG, avant les dividendes des actionnaires, avant les fortunes d'une minorité capitaliste.

UN PROGRAMME DE LUTTE POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Si l'on veut que le camp des travailleurs se renforce, qu'il soit visible y compris par tous ceux qui sont écœurés de la politique comme par ceux qui veulent voter pour le FN, il faut qu'il se manifeste dans cette élection. Il faut que les travailleurs mettent en avant leurs intérêts, leur politique, leur programme.

Le premier point de ce programme, c'est d'éradiquer le chômage. Le patronat, et à sa suite tous les politiciens, prétendent qu'on ne peut pas garantir les emplois, qu'il leur

faut de la flexibilité. Nous, travailleurs, nous devons affirmer qu'on ne peut pas vivre sans travail et que notre vie ne peut pas dépendre des aléas de leurs carnets de commandes. Nous ne sommes pas des machines que l'on peut brancher et débrancher. Nous avons une vie, une famille. Les loyers, les factures tombent tous les mois, même quand on a perdu son boulot. Il faut remplir l'estomac des enfants. Il faut que tout le monde ait un travail et un salaire. La première mesure, de bon sens, est d'interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices.

On me répond souvent que c'est une contrainte intenable. Rendez-vous compte de la contrainte! La BNP a réalisé 7,7 milliards de bénéfices et elle procède actuellement à 675 suppressions d'emplois. Maintenir ces emplois, répartir le travail lui coûterait 27 millions par an, soit un petit 0,3 % de ses pro-



Le meeting central de Nathalie Arthaud a réuni 4 000 personnes le 26 mars à Aubervilliers.

fits annuels! Et on peut faire le calcul pour Orange, SFR, PSA, pour les multinationales de la pharmacie ou des assurances, c'est la même chose. Ils sont tout à la fois les groupes les plus prospères et de grands fabricants de chômeurs.

On m'oppose en permanence les PME, mais il ne faut pas être dupe. La grande majorité sont des extensions des grands groupes, créées artificiellement par le biais de l'externalisation et de la sous-traitance, pour diviser les travailleurs et pour que les grands groupes se déchargent de leurs responsabilités sur des patrons plus petits.

Eh bien il n'y a aucune raison d'accepter d'être licencié parce qu'on travaille dans une petite entreprise de nettoyage, de maintenance ou d'ingénierie. Quant aux petites entreprises et aux artisans, ce qui les étouffe ce ne sont pas les salaires qu'elles versent, ce sont les banques et les donneurs d'ordres. Alors oui, interdiction des licenciements, et que les groupes capitalistes payent pour préserver les emplois, y compris dans les petites entreprises qu'ils étouffent!

Parallèlement, il faut aussi créer des millions d'emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, pour tous ceux qui n'ont droit, depuis des années, qu'à quelques heures de boulot ici et là, pour tous ceux qui sont rejetés de la production parce qu'ils sont invalides ou handicapés. C'est possible, en imposant que le travail soit réparti entre tous. Et ce serait une mesure salutaire pour l'ensemble du monde du travail.

Dans presque toutes les entreprises, dans le privé et le public, la charge de travail a été alourdie, les horaires de travail, auxquels il faut ajouter le temps de transport, sont devenus insoutenables. Il faut soulager ceux qui ont un emploi en diminuant leur temps

de travail et en créant des emplois, de vrais emplois, avec un salaire complet.

Et regardez les services publics. Prenez les hôpitaux: est-ce qu'il y a trop de personnels? Est-ce qu'il y a trop d'enseignants dans les écoles? Trop de bras dans les maisons de retraite? On le voit dans la région parisienne au nombre de trains annulés, il manque des milliers de cheminots à la SNCF. Il manque des milliers de postiers dans les bureaux des quartiers populaires, des centaines de crèches! Alors, que l'on ne nous fasse pas croire qu'il n'y a plus de travail.

Oui, il faut créer des emplois et se répartir le travail, cela nécessite d'imposer nos intérêts contre ceux du grand patronat et de l'État. Nous ne pourrions le faire qu'au travers d'une mobilisation déterminée, et en étant prêts à mener le combat jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation et la réquisition de tous ces grands groupes qui dominent aujourd'hui l'économie.

PAS UN SALAIRE À MOINS DE 1 800 EUROS NET- 300 EUROS D'AUGMENTATION POUR TOUS

À côté de cela, il faut augmenter les salaires et les pensions de retraite. Les candidats susceptibles d'accéder à l'Élysée nous expliquent qu'il est impossible pour les entreprises d'augmenter le smic parce que cela leur poserait des difficultés.

Ils raisonnent tous du point du patronat. Pas un ne se demande comment on arrive à boucler les fins de mois quand on gagne 1 150 euros par mois, et moins quand on est à temps partiel ou au RSA! Pour tous ces gens-là, la priorité, ce sont les affaires et la prospérité du patronat, le Cac 40. Il faut d'abord que cela aille bien de ce côté-là,

que le grand patronat soit comblé, et ensuite, peut-être qu'un jour ces messieurs-dames se pencheront sur le sort des travailleurs. Eh bien on peut toujours attendre!

Dans cette élection, j'appelle les travailleurs à reprendre la revendication de 1 800 euros par mois mise en avant par certaines fédérations de la CGT. Mais nous, nous parlons de 1 800 euros net, parce que ce qui compte c'est l'argent qui rentre dans nos poches.

Cette mesure choque nombre de journalistes. À l'un d'eux, j'ai demandé combien il lui fallait pour vivre. Il l'a mal pris et ne m'a pas répondu. Mais je voulais juste l'inviter à faire ses comptes, parce que nous, nos comptes, nous les faisons tous les jours, et on mesure ce qu'il nous manque pour vivre sans l'angoisse du lendemain.

Pour ceux qui galèrent avec 900 euros ou 1 000 euros par mois, je sais que 1 800 euros apparaissent comme le bout du monde. Mais c'est bien parce qu'ils nous forcent à vivre avec tout juste le nécessaire. Parce que 1 800 euros net par mois c'est ce qu'il faut pour se chauffer correctement, pour se payer une bonne mutuelle, pour pouvoir réparer la voiture quand elle tombe en panne ou pour payer des études à ses enfants.

Et 1 800 euros net, c'est le minimum nécessaire pour tous: pour les salariés comme pour ceux qui, aujourd'hui, vivent d'une pension. Et puis, dans une société normalement constituée, tout le monde devrait avoir le droit d'être intégré à une activité utile, y compris ceux qui souffrent d'un handicap ou d'une invalidité. Alors le minimum est de revendiquer que tous les minima sociaux tels que le RSA ou l'allocation adulte handicapé soient alignés sur ces 1 800 euros net par mois.

Et, bien sûr, il faut que ces augmentations suivent le coût de la vie. On nous dit qu'il n'y

a plus d'inflation, mais il suffit de comparer sa taxe d'habitation, sa facture d'électricité ou d'assurance pour voir que les prix augmentent. Alors, ce qui compte, c'est que nos salaires et nos pensions soient indexés sur le coût de la vie, sur le coût de la vraie vie et pas sur les indices officiels manipulés par le gouvernement!

On me dit que tout cela est de l'utopie. Mais, dans notre société, toucher 45 000 euros par jour comme Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan, ce n'est pas de l'utopie. Ça, c'est normal. Toucher plus d'un million d'euros par semaine quand on s'appelle Bettencourt, c'est aussi normal. Alors, quand tous ces gens-là parlent d'utopie, ils défendent les privilèges et le parasitisme de leur classe sociale.

S'il y a une utopie dans l'affaire, c'est de croire que ces augmentations de salaire seront données par un président de la République. La réalité, c'est qu'il faudra l'arracher par nos luttes et que cela dépendra de notre détermination. Alors oui, affirmons, qu'il nous faut des augmentations de salaire et que 1 800 euros c'est le minimum qu'il nous faut.

CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ENTREPRISES

Aujourd'hui, la bourgeoisie nous dit qu'elle n'a plus d'argent, qu'augmenter les salaires ce n'est pas possible, que le pays a un problème de compétitivité. Et évidemment la compétitivité doit toujours se faire sur le dos des travailleurs. Mais comment ces profits fantastiques sont-ils réalisés, si la concurrence est aussi rude et les contraintes aussi grandes? Quelle est la marge bénéficiaire? Pourquoi ne pas baisser les prix en prenant sur les bénéfices et surtout sur la part empochée par les actionnaires,

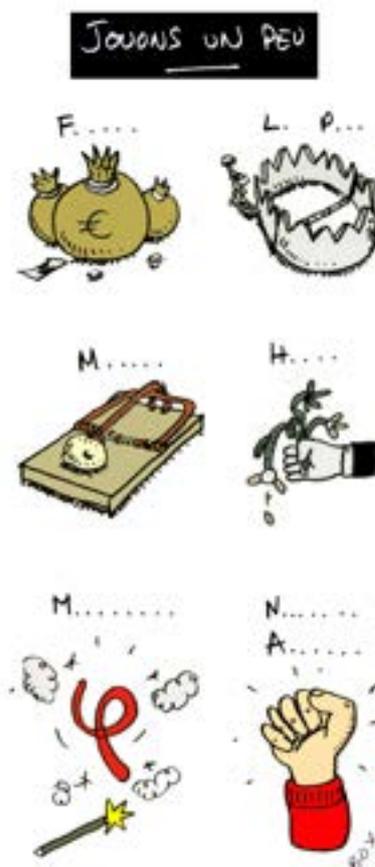
du moins les plus gros? Voilà ce que l'on est en droit de savoir.

La bourgeoisie a érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner. Elle en fait une arme pour imposer sa politique, nous devons revendiquer la levée du secret des affaires.

On verrait alors ce que l'entreprise verse réellement en salaires, ce qu'elle économise du fait des multiples exonérations de cotisations sociales, des niches fiscales, ce qu'elle verse en dividendes à ses actionnaires, ce qu'elle met en provisions. Il faut que l'on puisse connaître les conditions faites aux sous-traitants, les marges que les uns imposent aux autres, y compris les dessous-de-table.

Le patronat parle sans cesse du coût du travail. C'est de la propagande, car le travail ne coûte rien aux capitalistes, il leur rapporte! Si embaucher des travailleurs coûtait plus cher aux patrons que cela leur rapporte, cela ferait belle lurette qu'ils auraient fermé la dernière usine, le dernier bureau, la dernière ligne de bus, le dernier hypermarché dans ce pays. Les patrons ne sont pas des dames patronnesses qui utilisent leur capital pour faire des bonnes œuvres et offrir de l'emploi. Alors oui, il faut connaître ce qui nous est volé au travers de l'exploitation!

Et puis on nous explique que la raison d'être de cette classe capitaliste est d'investir. Eh bien, que l'on regarde aussi combien va à la recherche, à la formation, à l'investissement. Les chercheurs dénoncent régulièrement les six milliards d'euros accordés chaque année en crédit d'impôt recherche à des entreprises qui, comme Sanofi, suppriment des postes de recherche et grugent l'État. Parce qu'en réalité même cette fonction d'investir, la bourgeoisie ne la remplit plus, parce qu'elle a trouvé plus profitable pour s'enrichir: la spéculation.



Plus qu'un droit au contrôle, il faudrait même parler de devoir civique, car c'est la seule façon de dénoncer et d'empêcher les crimes patronaux. Du scandale de l'amiante au Dieselgate, en passant par le Mediator des laboratoires Servier et la Dépakine de Sanofi, on a la preuve que le grand patronat n'a aucun scrupule à nous empoisonner. Alors il faut savoir ce qui se passe dans les entreprises, et les salariés sont aux premières loges pour cela.

Pas un courrier, même secret, n'échappe à l'assistante du PDG, parce qu'elle le prépare et l'envoie. Collectivement, en rassemblant toutes ces informations parcellaires, les salariés peuvent avoir le contrôle sur toutes les décisions et sur l'argent qui circule dans l'entreprise.

Les patrons le savent et le craignent, c'est pour cela qu'ils imposent le secret profession-

nel aux salariés. Il faut donner la possibilité à tous les salariés de se transformer en lanceurs d'alerte, sans craindre d'être placardisé ou licencié. Il faut supprimer le secret des affaires.

Cette mesure modifierait le rapport de force entre le patronat et les travailleurs, en donnant de nouvelles armes aux travailleurs. C'en serait fini du chantage patronal, des rumeurs et des fausses informations. Les travailleurs sauraient à quoi s'en tenir, ils pourraient anticiper, s'organiser face aux attaques patronales et prendre l'initiative pour les empêcher de nuire.

Alors voilà notre programme ! Ce n'est pas, comme tous les autres candidats, un catalogue de promesses numérotées qui seront aussi vite bafouées qu'elles ont été inventées. C'est un programme qui découle de nos besoins.

Et les objectifs que nous mettons en avant n'ont rien à voir avec des promesses électorales : ce sont des objectifs de lutte qui ne pourront être imposés qu'au travers d'une levée en masse du monde ouvrier, un bras de fer qui amènera forcément les travailleurs à contester la propriété privée de la bourgeoisie sur les moyens de production.

Nos adversaires ne s'y trompent pas. Ils hurlent aux mots d'expropriation et de réquisition. Eh bien oui, il faut remettre en cause la propriété privée sur les moyens de production. Il faut contester la propriété privée de la bourgeoisie qui s'est édifiée sur la sueur de générations de travailleurs, et qui continue de s'accroître au travers de notre exploitation.

Oui, je suis communiste et je suis candidate aussi pour dire qu'il faut retirer à cette infime minorité immensément riche le pouvoir de maintenir dans l'esclavage salarial l'écrasante majorité de la population.

LA JEUNESSE PEUT CHANGER LA SOCIÉTÉ

Je voudrais que les jeunes réfléchissent à cela. Le propre de la jeunesse est d'avoir un avenir, et de l'énergie à la hauteur de son enthousiasme. La jeunesse bâtira le monde de demain, et elle le fera à partir de ce qui lui aura été légué. Or l'héritage est à la fois exceptionnel et menaçant.

D'un côté, l'humanité a accompli des choses époustouflantes, transformant la planète en fonction de ses besoins. L'esprit humain a fait des pas de géant dans la compréhension du monde. Mais, parce que la société est dominée par l'argent, cette organisation sociale est devenue une menace pour l'humanité elle-même. Dans le monde d'aujourd'hui, il ne fait pas bon être pauvre ou pourchassé par les guerres ou les catastrophes écologiques.

Quand je me suis engagée, à 18 ans, je ne supportais pas de voir l'Afrique ravagée par la famine dans une société d'abondance. Aujourd'hui, plus d'un quart de siècle plus tard, dans l'est de l'Afrique 20 millions de personnes sont entre la vie et la mort faute d'eau et de nourriture ! Et à côté de cela le secteur du luxe et des ventes d'armes prospère. Cette société est aveugle.

Malgré le savoir accumulé, l'humanité ne maîtrise pas son propre destin, parce qu'elle est dominée par de grands groupes capitalistes qui ravagent la planète autant par leur rapacité que par leur rivalité.

Leurs guerres économiques et leurs guerres tout court dévastent des régions entières. Regardez les peuples du Proche-Orient. Leur malheur est de vivre dans une région riche en pétrole, convoité par les grands groupes capitalistes depuis au moins cent ans. Regardez ces régions d'Afrique transformées

en champ de bataille perpétuel parce que leur sous-sol contient des richesses minières exceptionnelles. Et tous dépendent, comme nous ici, du grand casino de la Bourse et de la spéculation.

Vous, les plus jeunes, qui m'écoutez, vous voulez œuvrer dans le domaine scientifique, culturel, artistique, humain... vous ne pouvez pas ignorer cette réalité. Quels que soient vos espoirs et vos objectifs, ils rencontreront inévitablement ce « mur de l'argent ».

Le progrès de l'humanité ne peut passer que par le renversement du capitalisme. Alors il faut que des jeunes fassent le choix de devenir des artisans conscients de la société future, c'est-à-dire des communistes révolutionnaires. Il faut que des jeunes, femmes et hommes, se fixent l'objectif d'aider l'humanité à résoudre les contradictions dans lesquelles le capitalisme l'enferme.

Les moyens sont là. La force sociale capable de combattre la classe capitaliste dominante est là, ce sont les exploités du monde entier. Ils n'ont jamais été aussi numériquement importants, car la classe ouvrière internationale n'a jamais été aussi présente partout sur la planète. Aujourd'hui, il lui manque l'ambition consciente d'avoir à transformer la société en expropriant la bourgeoisie.

Et il lui manque la conscience d'appartenir à une seule et même classe internationale. Car le capitalisme pousse à la concurrence et cherche à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Et, quand aucune frontière nationale ne nous sépare, il utilise les différences de sexe, d'origine, de couleur de peau pour implanter des frontières dans nos têtes et exacerber le racisme, la xénophobie ou le communautarisme.

Alors il faut des jeunes, des femmes et des hommes qui

aient la volonté d'abattre toutes ces frontières et qui soient fiers d'affirmer : « Ma patrie, c'est l'humanité » !

Le fait est que l'humanité n'a jamais été autant mélangée et proche car, en même temps qu'il nous oppose, le capitalisme nous relie comme jamais. Aujourd'hui, les crises économiques du capitalisme se répandent à la vitesse de la lumière, et au sens propre du terme !

Un nouvel effondrement boursier à Wall Street, et c'est l'humanité entière qui plongera dans le marasme économique. Ce destin commun à tous les exploités est un fait irréversible. Comme les révolutions naissent des crises, les prochains ébranlements révolutionnaires auront inévitablement une dimension planétaire.

Le capitalisme est au bout du rouleau. Mais il ne quittera pas la scène de lui-même. Et on ne peut pas attendre les bras croisés qu'une société nouvelle émerge. Le remplacement du capitalisme par une économie rationnelle, collective et démocratiquement planifiée ne pourra être qu'un acte conscient et délibéré de centaines de millions d'opprimés.

Marx a vu dans la classe ouvrière la classe sociale qui changera le monde car, pour le paraphraser, elle n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes. La jeunesse devra trouver le chemin de la conscience et du cœur de la classe ouvrière, si elle veut contribuer à changer le monde.

On dit que l'avenir appartient à la jeunesse, et c'est une évidence. Mais cet avenir dépendra du fait qu'il se trouve des jeunes qui s'emparent de ces perspectives révolutionnaires.

Alors, aux jeunes, je dis : emparez-vous des idées communistes révolutionnaires et du passé de lutte du mouvement ouvrier. Ce sont ses seules richesses mais elles sont inesti-

mables. Imprégnez-vous de ces idées et de ce passé, de ces périodes où les soulèvements des exploités et leur organisation ont fait trembler la société capitaliste, de ces époques où les révolutions ouvrières ont failli détruire l'édifice de la bourgeoisie. C'est cela qui préparera les combats que nous aurons à mener, que vous aurez à mener.

DE L'ÉLECTION AU PARTI DES TRAVAILLEURS

Pour changer la société, la classe ouvrière aura bien des combats à mener, des petits et des grands. C'est dans le combat pour ses intérêts vitaux qu'elle forgera la conscience de son rôle historique. Et, pour cela, les luttes sociales, les grèves, les mouvements sociaux sont les combats qui comptent le plus.

Mais le moindre débrayage, la moindre grève se prépare d'abord dans les têtes. La moindre lutte se prépare bien avant dans les esprits. On pèse le pour et le contre, on réunit son courage. Mais on ne peut pas gagner sans être sûr de nos intérêts, sans comprendre où sont nos ennemis, nos faux amis. Tout cela se forge dans le combat des idées et le combat politique.

Il faut s'adresser à tous ceux qui regrettent le recul de la conscience ouvrière. Il faut les convaincre d'affirmer leur propre conscience de classe dans cette élection. Oui, le monde ouvrier a besoin de repères politiques et d'une boussole, eh bien il faut que cette élection soit l'occasion de les mettre en avant.

J'appelle les travailleurs qui sont d'accord avec ce programme à voter pour ma candidature. Je les appelle à faire un vote de classe et de combativité. Oh, voter, ce n'est pas encore agir et se battre réellement. Mais quand on a cette révolte, quand on a cette conscience, il faut les exprimer de façon

à ce qu'elles deviennent une expression collective, de façon à ce qu'elles permettent de construire une force politique.

Nous n'avons pas encore de parti à opposer à la bourgeoisie. En tout cas pas de parti capable de mener le combat politique à armes égales avec les partis bourgeois. Et c'est tout le problème. Si les conditions d'existence des travailleurs reculent, s'ils sont désorientés, si la confusion règne dans beaucoup de têtes, c'est qu'il n'y a plus de parti ouvrier digne de ce nom depuis longtemps.

Le vote pour ma candidature permettra, le temps d'une élection, de faire apparaître les travailleurs comme une force, comme un camp politique. Et il faut qu'il se maintienne après les élections. Car nous n'avons pas seulement besoin d'exprimer nos intérêts à un moment donné, nous avons besoin de mener le combat tous les jours, au quotidien dans les entreprises, en permanence contre la politique antiouvrière relayée par les gouvernements. Cela, c'est le rôle d'un parti.

Il faut un parti qui affirme que la société est divisée en deux classes aux intérêts inconciliables et que nous devons nous battre, en ne comptant que sur nos propres forces, pour défendre notre droit à l'existence ; un parti qui affirme que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société.

Voter, ce n'est pas encore construire un parti. Mais c'est déjà se rassembler de façon ponctuelle derrière un drapeau. Et d'élection en élection, de mouvement de grève en manifestation, cela participe de la construction du parti. Alors votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs, et aidez-nous à construire ce parti qui manque aujourd'hui à la classe ouvrière.

UNE MINORITÉ QUI PEUT PESER

J'appelle tous ceux qui partagent ces idées à voter pour ma candidature, sans craindre d'être minoritaires ou à contre-courant.

Oui, nous sommes à contre-courant. Non seulement parce que la crise pousse dans un sens toujours plus réactionnaire et barbare, mais aussi pour une raison plus profonde, liée à notre condition d'exploités : les travailleurs n'ont pas confiance dans leur force collective et, plus fondamentalement, ils n'imaginent pas s'ériger en classe dirigeante.

L'idée que les travailleurs peuvent peser par en bas en s'organisant et en prenant eux-mêmes des décisions est une idée bien en avance sur la conscience de la majorité des travailleurs. S'ils savent bien que le véritable pouvoir n'est pas à l'Élysée, mais dans les conseils d'administration des grandes sociétés, toute la hiérarchie sociale cherche à les convaincre que cet ordre est immuable et interchangeable.

Le seul pouvoir qu'ils croient détenir est celui de leur bulletin de vote, qui leur permet de choisir celui qui accommodera cet ordre social. Et comment pourrait-il en être autrement, quand toute la vie sociale est organisée pour que les travailleurs se plient à des décisions venues d'en haut ?

Dans leur vie quotidienne, ils subissent des décisions prises par d'autres, des réglementations et le diktat patronal. Dans leur entreprise, on leur cache les décisions, y compris celles qui les concernent. On leur demande de bosser et de se taire !

Alors oui, aujourd'hui, la majorité des travailleurs ne voient

pas d'autre façon de diriger le pays que de s'en remettre à une classe politicienne dont on voit pourtant tous les jours qu'elle est pourrie. Ils sont piégés par ce jeu électoraliste. C'est de cela que Le Pen profite. « On les a tous essayés, sauf elle », entend-on. C'est l'expression de la désorientation, et plus fondamentalement cela pousse à la résignation et à la passivité politique.

Alors, le sens de notre combat, c'est de conforter la conscience de classe et de dire aux travailleurs qu'ils doivent avoir confiance dans la force collective qu'ils représentent, qu'ils doivent avoir confiance dans leurs capacités. C'est dans le feu de l'action, dans l'expérience de leur force que les travailleurs découvriront leur force.

Aujourd'hui en Guyane, comme en Guadeloupe en 2009, des milliers de femmes et d'hommes ont décidé de dire que le chômage et la vie chère ça suffit ! Ils redécouvrent leur force collective, en agissant ensemble, de façon organisée. Ils redécouvrent qu'ils peuvent faire pression sur les autorités de Paris par en bas.

Avec l'appel à la grève générale des différents syndicats, le mouvement peut encore s'amplifier et je souhaite qu'au travers de leur mobilisation les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts de classe face à l'État, face aux possédants, y compris face aux notables locaux qui chercheront à prendre la direction de leur lutte. Et j'en profite, comme l'a fait Jean-Marie Nomertin, pour les saluer et leur souhaiter d'aller le plus loin possible dans leur combat !

C'est dans ces situations d'explosion sociale que la présence de femmes et d'hommes qui ont pris conscience de leurs intérêts dans les combats électoraux est déterminante. En 2012 j'ai réalisé 0,56 %, il faut bien sûr essayer de gagner de nouvelles voix. Mais il faut avoir à l'esprit que si, dans les urnes, 200 000 ou 300 000 voix pèsent peu face aux millions d'électeurs, dans les mouvements sociaux il en est tout autrement. 200 000 ou 300 000 femmes et hommes conscients de leurs intérêts et agissants, quand la combativité des travailleurs se réveille, cela peut changer bien des choses ! Alors, une par une, gagnons de nouvelles voix pour renforcer notre camp !



FRANCE GUYANE



Les militants de Lutte Ouvrière en campagne à Reims.

MENONS UNE CAMPAGNE MILITANTE

Je suis la candidate. Les institutions sont ainsi faites qu'il fallait un nom, et mes camarades m'ont choisie pour porter cette campagne. Mais ce n'est sûrement pas une campagne personnelle.

Bien sûr, je suis en première ligne dans les médias et je me bats comme je peux sur les plateaux de télé. Une campagne comme celle-ci, relayée au niveau national, permet justement de s'adresser à des millions de travailleurs. Et parmi eux il y en a quelques centaines de milliers qui partagent à un degré ou un autre ces idées. Il y a tous ceux qui croient vain d'exprimer leur révolte vis-à-vis de cette société. Tous ceux qui n'osent plus avoir d'idéal.

Ma candidature leur permettra de rompre leur isolement

et de se rallier à un camp. Elle leur permettra de se conforter dans leurs convictions. C'est déjà quelque chose d'important. Mais cela touchera surtout ceux à moitié convaincus.

Il y a tous les autres. Plus largement, il y a aussi tous ceux qui se posent des questions, qui sont perdus. Il y a encore tous ceux qui retombent dans le panneau des illusions électoralistes. Tous ceux qui sont tellement écœurés qu'ils ne veulent même plus entendre parler de politique et de vote. Ils sont dans notre famille, ce sont des amis, des voisins, des collègues de boulot. C'est vous qui pouvez les toucher, en prenant le temps de la discussion. Il faut essayer de les convaincre et de leur donner envie de s'exprimer, en tant que travailleur, salarié, chômeur. Au-delà du résultat, ce qui comptera ce sont toutes les discussions que nous aurons eues. Le simple fait

d'avoir affirmé des convictions, d'avoir fait réfléchir, d'avoir apporté des réponses, d'avoir fait avancer des idées parmi les nôtres, est important.

Nous sommes une petite organisation, mais les idées que nous portons nous dépassent car elles reflètent la lutte de classe à laquelle des millions d'exploités sont confrontés. Et, tôt ou tard, ils chercheront ces idées, ils en auront besoin.

Rien n'est à négliger, toutes les discussions seront utiles. Et nous n'avons plus que quatre semaines. C'est très court et il faut que ce soit une période intense pour tous. Car, même s'il y a deux campagnes parallèles, comme dans les festivals où il y a le *in* et le *off*, et que je ne participe qu'au *off*, cette campagne nous donne pour une fois le moyen de nous faire entendre plus largement. C'est l'occasion de faire des rencontres, de resserrer les liens,

de regrouper tous ceux qui veulent faire avancer ces idées et nous aider dans la construction d'un parti. Alors, je vous fais confiance pour en profiter le plus possible!

VOTEZ POUR VOS INTÉRÊTS

J'appelle tous ceux d'accord avec ma candidature à voter pour faire entendre le camp des travailleurs. Encore une fois, à quoi sert-il de voter avec la majorité quand cela conduit à élire un adversaire? Aujourd'hui, combien de travailleurs se mordent les doigts d'avoir voté Hollande en 2012? Et il faudrait recommencer avec un autre?

Croire qu'il faut voter « utile », ou « voter pour le moins pire » de façon à se protéger est un leurre. Il n'y aura pas de moins pire pour le monde ouvrier s'il ne renoue pas avec la tradition du mouvement ouvrier et avec ce qui lui a toujours permis d'avancer: les luttes collectives puissantes.

Et je le dis à ceux qui sont écœurés par le spectacle politique et qui envisagent de s'abstenir: certes, voter ne changera pas votre sort. Mais quand on a la possibilité de protester, de dire ce que l'on pense, il faut le faire. Et on le fait dans la vie de tous les jours, on le fait au travail, on le fait quand une injustice se déroule sous nos yeux, même si l'on n'est pas en mesure de l'empêcher, parce que c'est aussi une question de dignité.

S'abstenir, ce n'est pas une preuve de conscience ou de radicalisme. C'est se soumettre et c'est désertier, car si nous ne défendons pas nos idées, qui le fera? Personne ne mènera le combat à notre place.

Parfois on ne trouve pas le moyen de se battre, de faire grève, de manifester, ou simplement de protester. Parce

qu'on est seul ou parce que le rapport de force est trop défavorable. Mais voter, s'exprimer dans l'urne, est un geste à la portée de tous.

Il n'y a pas de petits combats, pas de petits gestes. Quand on est minoritaire, la moindre voix compte et peut porter. Alors, il faut entraîner le maximum de ceux qui nous entourent à joindre leur voix à la nôtre.

Voter pour ma candidature,

C'est affirmer que les travailleurs constituent une seule classe sociale, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou la couleur de leur peau, et que leurs intérêts s'opposent à ceux de la bourgeoisie.

C'est rejeter le racisme, le chauvinisme, toutes les idéologies qui opposent les exploités les uns aux autres plutôt qu'à leurs véritables ennemis, et défendre la liberté de circulation et d'installation pour les migrants!

C'est refuser les guerres menées sous prétexte de lutte contre le terrorisme, alors qu'elles ne servent qu'à assurer le pillage par la bourgeoisie

française des pays déjà pauvres de son ancien empire colonial.

C'est dénoncer les dépenses exorbitantes d'armement. Les firmes capitalistes de ce secteur sont parmi les plus parasitaires. Elles devraient être expropriées.

C'est réclamer l'expropriation des banques privées, dont les spéculations conduisent périodiquement l'économie au bord du gouffre.

C'est être conscient que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que tous ceux qui se posent en sauveurs les trahiront.

C'est se préparer à riposter aux attaques du futur président, quel qu'il soit, et de son gouvernement.

Dès aujourd'hui, dans cette campagne, levons notre drapeau, celui des travailleurs et des luttes collectives. Faites un vote de classe, un vote de conscience et de fierté ouvrière. Votez et faites voter pour faire entendre le camp des travailleurs.



SERGE D'IGNAZIO

Élection présidentielle 2017

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS



AVEC **NATHALIE
ARTHAUD**

Une candidate communiste
présentée par
Lutte ouvrière





TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

Vous êtes ouvrier, employé, technicien, maintenance, personnel hospitalier, cheminot, aide à domicile, enseignant, ingénieur; vous travaillez à temps partiel, en intérim ou vous êtes au chômage; vous êtes en invalidité ou à la retraite; vous vous êtes mis à votre compte pour vivre: vous appartenez comme moi au monde du travail.

Nous produisons toutes les richesses, y compris les profits et les produits de luxe réservés à une minorité. Les progrès des transports, des techniques, de la médecine, c'est nous! Ensemble, nous faisons fonctionner toute la société.

Nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et d'existence doivent passer avant les dividendes des actionnaires et les parachutes dorés des PDG.

Dans cette élection, j'appelle les travailleurs à faire valoir leurs intérêts contre les licenciements, les suppressions d'emplois, les bas salaires, l'augmentation du temps de travail et des cadences. Je les appelle à mettre en avant cette exigence fondamentale: un travail et un salaire correct pour tous.

Tous les candidats expliquent qu'avec eux, plus rien ne sera jamais comme avant. C'est un mensonge.

Au lendemain de l'élection, qu'est-ce qui changera?

Beaucoup d'entre nous iront pointer à Pôle emploi, à l'agence d'intérim ou enchaîneront des petits boulots. Les salariés seront confrontés au même grand patronat, aux mêmes actionnaires

invisibles mais tout-puissants. Le chantage à la compétitivité se poursuivra, pour toujours plus de flexibilité et des salaires insuffisants. Le grand patronat de l'industrie et de la finance tire ses profits et ses fortunes de l'aggravation de l'exploitation; alors il continuera.

Et puis, nous serons confrontés au banquier, au propriétaire qui n'admet aucun retard de loyer, au pouvoir de l'État déroulant le tapis rouge pour les plus riches mais sans pitié pour les classes populaires.

C'est le lot des salariés et des chômeurs. Mais c'est aussi celui des paysans, des artisans, des petits commerçants. Ils continueront à être étouffés par les banques, les chaînes de distribution, les donneurs d'ordre ou le fisc. Tous ceux dont les revenus dépendent de leur travail seront les victimes indirectes des fermetures d'usines et de la baisse du pouvoir d'achat.

Ces élections ne sont pas faites pour changer l'ordre social.

Seul le personnel politique changera, et encore! Et quel que soit l'élu, il exécutera la politique voulue par la classe capitaliste. Les candidats susceptibles d'être élus ont été sélectionnés tout au long de leur carrière pour leur dévouement au monde bourgeois.

Chercher à les départager, c'est voter contre notre camp.

Cette élection nous offre l'occasion d'affirmer que nous refusons ce jeu truqué. Saisissons-la pour dire que nous rejetons tous les politiciens qui prétendent parler au nom de la collectivité, alors qu'ils ne représentent que les riches privilégiés. Dénonçons ensemble cette société où les bourgeois ont tous les droits et les travailleurs uniquement des obligations.

J'appelle tous ceux qui font partie du monde du travail à mettre en avant leurs exigences communes.

Dans cette élection, j'en appelle à un vote de conscience et de dignité ouvrières. Ensemble, faisons entendre le camp des travailleurs!

Nathalie Arthaud



NOTRE PROGRAMME DE LUTTE

Pour mettre fin au chômage, il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire

Le chômage de masse est l'expression la plus manifeste de l'absurdité de l'économie capitaliste.

Il n'y a pas assez de travail? Le simple bon sens dicterait alors que l'on répartisse le travail entre tous, pour qu'il n'y ait pas d'un côté des salariés qui se tuent à la tâche, et de l'autre des chômeurs. Les plus grands groupes industriels et financiers sont les premiers licenciés. Sanofi ou PSA ont supprimé des milliers d'emplois et gagnent des milliards.

Il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, à commencer par les entreprises qui font du profit.

En 2016, les seules entreprises du CAC 40 ont fait 76 milliards de profits. Avec ces sommes, on pourrait créer plus de deux millions d'emplois.

Et puis, n'y a-t-il pas de travail dans les hôpitaux, où le personnel désespère d'assurer des soins corrects pour tous? dans les transports publics? dans les écoles des quartiers populaires, où les classes sont surchargées? L'État peut et doit embaucher dans tous les services publics utiles à la population.

Il est vital de construire les logements indispensables et de les mettre à disposition à prix coûtant. Il faut que l'État embauche les centaines de milliers de travailleurs nécessaires, en écartant les requins de l'immobilier.

Les politiciens bourgeois disent que c'est impossible car l'État est déjà endetté. Mais l'État a su dégager 41 milliards d'euros par an pour le pacte de responsabilité, en prétendant que cela inciterait les entreprises à créer un million d'emplois. Et le chômage continue d'augmenter.

Pour une existence digne, il faut augmenter les salaires et les pensions

Pour compenser la perte de pouvoir d'achat ces dernières années, il faut augmenter les salaires et les pensions de 300 euros. Pas un salaire ne doit être inférieur à 1800 euros net.

Les allocations et les minima sociaux doivent être alignés sur les salaires.

Lorsqu'une hausse de salaire est imposée aux capitalistes, ils augmentent les prix. Alors il faut que les salaires, les retraites, les allocations, soient indexés sur la hausse réelle du coût de la vie.

Pour contrôler les comptes des entreprises, il faut abolir le secret des affaires

Le secret des affaires vise à protéger les capitalistes contre les classes populaires: ils peuvent fermer une usine, quitte à ruiner une région. Ils peuvent polluer, comme le montre le scandale lié aux moteurs diesel, et empoisonner, comme avec le Mediator. Ils peuvent recourir à des paradis fiscaux et des détournements multiples en matière d'impôts. Le grand patronat prétend investir, mais il spéculé!

Les travailleurs ont le droit de connaître le fonctionnement de leur entreprise. Ils doivent connaître ses recettes et ses dépenses, savoir en temps réel d'où viennent les capitaux et à quoi ils sont employés. Abolir le secret des affaires, permettre à tout travailleur de rendre publics les choix qui lèsent les salariés et les consommateurs est un premier pas. À la dictature des actionnaires, il faut opposer le contrôle des salariés et de la population sur les entreprises.

Ce contrôle, c'est aussi l'intérêt des fournisseurs et des sous-traitants, dont les revenus sont laminés au profit des géants du BTP, de la grande distribution ou de l'agroalimentaire. C'est aussi l'intérêt des consommateurs, pour ne pas être floués par ces firmes.

Ces objectifs ne constituent pas un simple programme électoral

Ils ne peuvent être imposés que par des luttes puissantes des travailleurs. Les grandes entreprises se moquent du résultat de l'élection; seul compte un changement du rapport des forces entre les classes sociales. Mais cela commence par une prise de conscience et par la volonté de se retrouver autour de ces exigences vitales. Les campagnes électorales ne peuvent pas remplacer les luttes, mais elles peuvent contribuer à les préparer.

VOTER NATHALIE ARTHAUD, C'EST

Affirmer que les travailleurs constituent une seule classe sociale, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou la couleur de leur peau, et que leurs intérêts s'opposent à ceux de la bourgeoisie.

Rejeter le racisme, le chauvinisme, toutes les idéologies qui opposent les exploités les uns aux autres, plutôt qu'à leurs véritables ennemis. Liberté de circulation et d'installation pour les migrants!

Refuser les guerres menées sous prétexte de lutte contre le terrorisme, alors qu'elles ne servent qu'à assurer le pillage par la bourgeoisie française des pays déjà pauvres de son ancien empire colonial.

Dénoncer les dépenses exorbitantes d'armement. Les firmes capitalistes de ce secteur sont parmi les plus parasitaires. Elles devraient être expropriées.

Réclamer l'expropriation des banques privées dont les spéculations conduisent périodiquement l'économie au bord du gouffre.

Être conscient que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que tous ceux qui se posent en sauveurs les trahiront.

Dire sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs.

Se préparer à riposter aux attaques du futur président, quel qu'il soit, et de son gouvernement.

Ma candidature est dans la continuité du combat qu'Arlette Laguiller mène depuis toujours avec nos camarades de Lutte ouvrière : ensemble, faisons entendre le camp des travailleurs!



Arlette Laguiller en compagnie de Nathalie Arthaud.

Nathalie Arthaud

**Votez
et faites voter
Nathalie
Arthaud!**

nathalie-arthaud.info



[nathaliearthaud](https://www.facebook.com/nathaliearthaud)



[@n_arthaud](https://twitter.com/n_arthaud)

Lutte ouvrière
BP 20029 - 93501 Pantin Cedex
contact@lutte-ouvriere.org

Élection présidentielle 2017

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS AVEC NATHALIE ARTHAUD

Travailleuses, travailleurs,

C'est une guerre sociale féroce qui est livrée à tous ceux qui vivent de leur travail par la minorité capitaliste, les gros actionnaires des grands groupes industriels et financiers qui écrasent l'économie sous leur dictature.

Ils condamnent à l'inactivité et à la misère six millions de chômeurs, pendant qu'ils imposent des cadences infernales, des salaires bloqués et la précarité à ceux qui ont encore un emploi.

Ils disloquent nos quartiers, nos villages, ils détruisent nos vies! Tout cela pour quoi? Pour que quelques milliers de riches parasites continuent à accroître leur fortune malgré la crise. Tout ce qui est ainsi volé aux classes populaires, poussées vers la pauvreté, a permis aux seules entreprises du CAC 40 de dégager 76 milliards d'euros de profits cette année!

Ce ne sont pas les riches parasites qui sont les forces vives de ce pays, ce sont ceux qui travaillent!

Il est indispensable que les travailleurs fassent entendre leurs exigences dans ces élections pour pouvoir les imposer demain par leurs luttes collectives.

- Pour mettre fin au fléau du chômage, il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire.

Il faut interdire les plans de licenciements et de suppressions d'emplois.

C'est aux capitalistes de payer leur crise.

- Il faut augmenter de 300 euros les salaires et les pensions, et les indexer sur la hausse réelle des prix. Personne ne doit gagner moins de 1800 euros net.

- Il faut lever le secret des affaires, pour que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises. Il n'est pas acceptable qu'une firme puisse fermer une usine, ruiner une région ou empoisonner une population, pour les dividendes des actionnaires.

- L'argent public doit aller aux services publics, aux hôpitaux, à l'éducation, aux transports, au logement et non au grand patronat.

Ma candidature est dans la continuité du combat qu'Arlette Laguiller mène depuis toujours avec nos camarades de Lutte ouvrière : ensemble, faisons entendre le camp des travailleurs!



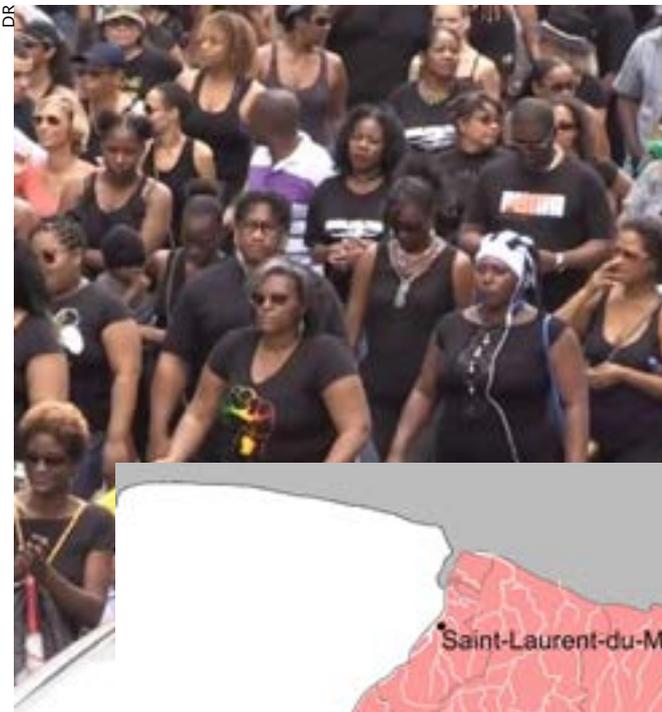
Nathalie Arthaud



Votez Nathalie Arthaud,
une candidate communiste présentée par **Lutte ouvrière**



PH: SERGIO FINETTI



Guyane : dans la manifestation du 28 mars.





Vive la lutte des travailleurs de Guyane!

Depuis lundi 27 mars, la grève générale illimitée est effective en Guyane. Tout le pays est bloqué. En réalité, il l'était déjà largement depuis une dizaine de jours. Le mécontentement s'est élargi à la suite des grèves des travailleurs de la société Endel, qui devait assurer le transport de la fusée Ariane sur son pas de tir, avant de s'étendre dans la population, qui a érigé des barrages routiers un peu partout. Cet article est une contribution de nos camarades de Combat ouvrier, groupe trotskyste de Martinique et de Guadeloupe.

UNE HISTOIRE COLONIALE ET SES SÉQUELLES

Il y a certes des raisons immédiates au mécontentement. Mais on comprend mieux la situation en Guyane en revenant brièvement sur son histoire, car bien des raisons de la colère sont liées aux séquelles coloniales. La Guyane est en effet une ex-colonie française d'Amérique du Sud. Ses 91 000 km² sont enclavés entre le Brésil et le Surinam (ex-colonie hollandaise), dont 80 000 km² de forêt amazonienne. La Guyane compte 500 kilomètres de frontières, avec le Brésil au sud et à l'est, et le Surinam à l'ouest. Le Guyana (ex-Guyane britannique) est situé un peu plus à l'ouest, à côté du Surinam. La Guyane française compte aujourd'hui 250 000 habitants.

Comme toutes les ex-colonies françaises d'Amérique, ce territoire fut une terre de traite et d'esclavage des Noirs. Et ce, pendant au moins deux siècles, jusqu'à l'abolition en 1848. En 1946, il est devenu, au moins juridiquement, un département français comme la Guadeloupe, la Martinique et La

Réunion. Mais ce n'est qu'après une cinquantaine d'années que la Guyane comme les départements d'outre-mer de la France purent bénéficier plus ou moins des mêmes avantages sociaux que la population de l'Hexagone, et encore par des luttes ouvrières et populaires ainsi que des revendications d'égalité sans cesse reprises. Et on le voit bien aujourd'hui, ce n'est pas fini.

En décembre 2015, une petite évolution statutaire a fait de ce département, tout comme de la Martinique, une collectivité territoriale (collectivité territoriale de Guyane, CTG), dotée d'une assemblée unique, après suppression des conseils régional et général. La Guyane française est aussi tristement connue pour le bagne, aujourd'hui disparu, et qui pendant très longtemps a été son image négative: le pays du bagne!

La métropole coloniale française a toujours considéré la Guyane comme une possession qui ne méritait pas la même considération que les départements de l'Hexagone, voire que celle concédée aux Antilles françaises. Oui, il y a bien

une hiérarchie dans le traitement des Français de France, ceux des Antilles, et ceux de la Guyane. Le sentiment qui prévaut aujourd'hui dans la tête et le cœur des Guyanais est d'être méprisés, d'être d'éternels laissés-pour-compte de l'État français. Et ils ont raison.

D'un autre côté, la France et l'Union européenne, avec les grosses sociétés du monde entier, tirent aujourd'hui des milliards de bénéfices des satellites portés par la fusée Ariane sur la base de Kourou en Guyane et maintenant aussi par les Soyuz russes, tout comme la bourgeoisie française a profité pendant des siècles de l'exploitation des esclaves de Guyane et des richesses. Aujourd'hui, l'or, le bois de Guyane notamment rapportent beaucoup à certaines sociétés capitalistes. Mais les retombées pour les populations autochtones sont misérables. Pas loin de ce concentré de technologie ultramoderne qu'est la base spatiale de Kourou, les Amérindiens notamment et d'autres communautés autochtones vivent misérablement, parfois sans eau courante et potable et sans électricité.

Le « pacte d'avenir » France-Guyane, avec deux milliards à la clef, promis en 2013 par François Hollande, n'a jamais vu le jour entièrement. Et cela n'a fait qu'augmenter le ressentiment de la population.

L'EXPLOSION DE COLÈRE

Le 21 mars, la grève des travailleurs de la société Endel et un barrage à l'entrée du centre spatial de Kourou ont eu pour conséquence l'ajournement du départ de la fusée. En même temps, les travailleurs d'EDF s'étaient mis en grève car le réseau obsolète les oblige à des dépannages incessants. Puis ce fut le tour du port maritime, de la CTG, de la préfecture et de l'aéroport d'être bloqués.

Les tout premiers barrages ont été constitués à l'initiative des travailleurs en grève soutenus par le principal syndicat du pays, l'Union des travailleurs guyanais (UTG). Il y avait aussi des travailleurs du centre médico-chirurgical de Kourou.

Puis le mécontentement s'est étendu comme une traînée de poudre à l'ensemble de la population. L'insécurité grandissante fait de la Guyane le territoire le plus dangereux de France: on compte un meurtre par semaine. Le chômage, la décomposition des services publics, dans l'éducation et la santé notamment, le sentiment d'être méprisé et discriminé par l'État français, tout cela à la fois a fait exploser une colère contenue depuis longtemps.

La population a mis en place des barrages routiers, principalement aux ronds-points, dans les villes et villages. Mardi 28 mars, ces barrages ont été partiellement levés pour permettre la tenue de deux grandes manifestations à Cayenne et à Saint-Laurent-du-Maroni. Ces deux manifestations furent particulièrement massives; avec 15 000 manifestants, elles

sont les plus importantes de l'histoire de la Guyane.

La mobilisation populaire s'organise autour des multiples collectifs qui se sont constitués d'un bout à l'autre de la Guyane: collectif des commerçants, collectif des agriculteurs, collectif des transporteurs, collectif des avocats, collectif qui réclame un commissariat à Kourou, et bien d'autres, par profession, par ville, village ou quartier, chez les lycéens aussi. Beaucoup de ces collectifs sont donc ceux du petit patronat local. Ils voisinent avec ceux des pauvres et de la population des quartiers populaires; ou encore, ceux des Amérindiens, doublement laissés pour compte. La population donne parfois à ces collectifs des noms évocateurs de la faune, de la flore ou de l'histoire de Guyane, comme le collectif des toucans ou celui des lumineux constitué à Saint-Laurent-du-Maroni par les lycéens du lycée Lumina Sophie, qui porte le nom d'une dirigeante de l'insurrection du Sud en Martinique en 1870.

Les notables ont aussi constitué un collectif des maires. Ils ont défilé il y a quelques jours avec leur écharpe tricolore et un drapeau guyanais en tête pour flatter le sentiment régionaliste général qui est dans l'air du temps depuis quelques années.

Une partie du mécontentement des transporteurs et petits patrons est causée par le fait que la répartition des marchés du chantier de la future Ariane 6 leur échappe. Il semble que la grosse société Eiffage soit bien mieux lotie ou qu'elle ait même bénéficié du marché en totalité.

LES 500 FRÈRES CONTRE LA DÉLINQUANCE

Quant aux 500 frères contre la délinquance, ce collectif d'hommes en noir, encagoulés,

que l'on voit un peu partout, il s'agissait à l'origine, il y a un peu plus d'un mois, d'un groupe constitué pour réagir à l'insécurité, aux cambriolages, aux meurtres et assassinats qui sont légion en Guyane. Dirigé par un policier en disponibilité, ce groupe avait au départ mis en cause les immigrés. Se défendant d'être une milice, ils en ont toutefois bien des caractéristiques. Aujourd'hui, avec l'implication de la population immigrée dans le mouvement et sur les barrages – Surinamiens, Brésiliens, Haïtiens –, les 500 frères contre la délinquance ont dû remiser leurs déclarations anti-immigrés. Il y aurait même aujourd'hui des immigrés dans leurs rangs.

Même s'ils sont applaudis par la population dans les meetings des ronds-points, même si leur stature, leurs cagoules noires, l'apparence de détermination qu'ils expriment tant par leur accoutrement que dans leurs propos, leur donnent une image de groupe radical, prêt à tout, aux yeux de la jeunesse et de la population, ces 500 frères ne proposent pas de solution. Du reste, ils ne sont pas l'émanation directe de la mobilisation populaire, mais un groupe à part, constitué avant le mouvement populaire et proche aussi de la police.

C'est à la population elle-même de s'organiser et de freiner les prétentions éventuelles des 500 frères à contrôler le mouvement populaire, et aux 500 frères à apporter une aide à la population mobilisée tout en se plaçant sous son contrôle.

LES INTÉRÊTS DE CLASSE DES TRAVAILLEURS DE GUYANE

Bien que les travailleurs et les pauvres soient la colonne vertébrale de la grève générale, bien que ce soient eux qui ont démarré le mouvement,

bien qu'ils aient répondu massivement à l'appel à la grève générale de l'UTG et de ses 37 syndicats fédérés, la tête du mouvement est ailleurs pour l'instant, avec plusieurs pôles d'influence plus ou moins en compétition, entre les notables locaux, les 500 frères, voire des collectifs de petits patrons.

Il est frappant de constater que le cahier de revendications publié lundi 27 mars par les collectifs et signé du Kolèktif pou la Gwiyann Dékolé (Collectif pour le décollage de la Guyane), le plus important, comporte une série de revendications concernant les agriculteurs, les Amérindiens, les enseignants, les transporteurs et bien d'autres, mais aucune ne concerne les travailleurs des entreprises. Ce cahier ne comporte pour l'instant aucune revendication ouvrière. Aucune augmentation de salaire, aucune revendication d'amélioration des conditions de travail n'y figure. Plus généralement, on ne voit pas non plus de revendications spécifiques pour

les pauvres des quartiers défavorisés et pour les chômeurs.

Dans la manifestation du 28 mars, on a vu des banderoles réclamer de l'embauche. C'est peut-être un timide début d'expression des revendications ouvrières. Certes, beaucoup de revendications concernent aussi, indirectement, les travailleurs, mais aucune ne leur est propre. Ce sont celles des collectifs : la construction de cinq lycées, de dix collèges, 500 classes primaires, la construction de routes, l'amélioration du réseau électrique, des crédits pour la santé et tout ce qui concerne l'amélioration de la vie générale de la population.

Cependant, si les revendications propres des travailleurs n'ont pas été prises en compte, celles du Medef local, elles, l'ont été. Le cahier de revendications des collectifs stipule bien la création d'une zone franche sociale et fiscale sur dix ans conforme à ses vœux, ou encore la mise en place du *Small Business Act* pour améliorer la compétitivité des petites et

moyennes entreprises. On a vu le représentant du Medef local, Stéphane Lambert, sur le principal barrage, faire des déclarations de soutien au mouvement général et parler d'allègement du coût du travail. Cela veut dire baisse des cotisations patronales, gel des salaires, pas d'embauches autres que sur des subventions publiques, etc.

Le représentant du Medef de Guadeloupe, Bruno Blandin, a fait immédiatement écho aux propos de son homologue de Guyane, mercredi 29 mars, tout comme le Medef de Martinique. Il a soutenu le mouvement populaire de Guyane. Tout cela, pour mettre en avant les revendications patronales d'aide aux entreprises, en réclamant encore plus d'allègements de toute sorte pour le patronat antillo-guyanais, qui serait discriminé par rapport au patronat de l'Hexagone.

Le patronat du Medef des Antilles-Guyane, regroupant en grande partie le lobby patronal, blanc et béké (les descendants des grandes familles esclavagistes), joue aussi sur la fibre régionaliste pour mieux profiter du mouvement et mettre en avant ses revendications. Parmi ceux qui font entendre leur camp, les patrons du Medef ont donc pour l'instant une longueur d'avance sur les travailleurs dans le cadre de ce mouvement.

Aux travailleurs de faire entendre le leur ! La lutte générale en Guyane ne fait peut-être que commencer. Les travailleurs ont encore le temps de s'organiser en une force particulière, et de se manifester pour faire valoir leurs propres intérêts. Ce serait le début d'une prise de conscience de classe, indispensable pour leurs combats de l'heure et ceux de demain. La mobilisation populaire d'aujourd'hui peut en donner l'occasion aux travailleurs de Guyane.



Un des 500 frères.

30 mars 2017



Parti communiste réunionnais : un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes

Dimanche 5 février, le Parti communiste réunionnais (PCR) a tenu à Sainte-Suzanne, la dernière ville dont il tient la mairie, le neuvième congrès de son existence.

Ce congrès était d'abord celui de la succession de son principal dirigeant et fondateur, le sénateur Paul Vergès, disparu fin 2016. Le PCR, qui a longtemps marqué de son empreinte la vie politique régionale comme le mouvement ouvrier de l'île, n'est cependant aujourd'hui que l'ombre de ce qu'il fut. Les dernières années ont été marquées par des reculs électoraux, une démoralisation qui se répand dans ses rangs, des divisions et des implosions. Cette situation a certes de multiples causes, dont une politique ouverte de collaboration de classes qui fut celle du PCR dès sa fondation en 1959 et qui s'approfondit quand Mitterrand accéda à la présidence en 1981.

LA COLLABORATION DE CLASSES, DÈS LE DÉBUT

Le PCR s'est constitué en 1959, quand la fédération réunionnaise du Parti communiste français s'émancipa du PCF. Cette fédération avait été fondée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale par Raymond Vergès et Léon de Lépervanche, des militants syndicalistes et du courant des droits de l'homme qui avaient créé le Comité républicain d'action démocratique et sociale (CRADS). Élus députés

en 1945, ils avaient rejoint le groupe du PCF à l'Assemblée nationale. Avec d'autres, ces deux députés s'y firent les défenseurs de la loi dite de départementalisation votée en 1946, qui fit passer La Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane du statut de colonie à celui de département. Le vote de la départementalisation promettait au plus vite l'égalité d'un nombre important de droits avec la métropole, en l'occurrence au 1^{er} janvier 1947. Dans les faits, son application fut tellement lente et laborieuse que Hollande a fait voter l'an dernier une loi promettant enfin l'égalité « réelle »... mais seulement dans vingt-cinq ans.

Jusque dans les années 1960, la situation politique dans l'île fut marquée par une violence de classe récurrente. L'opposition entre les partis de gauche et ceux de droite se concluait bien souvent par des heurts dont furent la plupart du temps victimes des militants et sympathisants communistes. Après 1956, alors que l'audience du courant communiste s'accroissait, les violences et les fraudes à son encontre, quoique déjà réelles, devinrent le fait de toute l'administration de l'île. La municipalité communiste, celle du Port, fut renversée par la force en mars 1962 et le

conseil municipal dissous à la mort de Léon de Lépervanche. Les élections qui s'ensuivirent furent purement et simplement truquées au profit de la droite. Quoi d'étonnant alors que la population ait été amère, en particulier celle qui avait espéré que la départementalisation apporterait des changements substantiels ?

Dans ces années d'après luttes, l'organisation qui allait devenir le PCR gagna des militants et s'implanta encore plus en profondeur au sein des couches populaires. Paul Vergès, le fils de Raymond, en prit la tête mais sur une nouvelle ligne politique, celle dite de l'autonomie interne, plus adaptée aux préoccupations de la petite et moyenne bourgeoisie réunionnaise dont le développement était bridé sous les effets de la concurrence venue de métropole. Un courant, représenté par Léon de Lépervanche, considérait toujours quant à lui que la lutte en faveur de l'égalité sociale devait être menée sans ambiguïté dans le cadre de la départementalisation. Mais cette opposition resta toujours minoritaire au sein du PCR qui, assez vite, put se faire le porte-parole des revendications de la bourgeoisie locale, pourvu qu'elles soient réunionnaises, précisait-il. En



Le congrès constitutif du Parti communiste réunionnais en mai 1959. Vergès est le second en partant de la droite.

l'absence d'un véritable mouvement nationaliste réunionnais, le PCR occupait ainsi un créneau original, intermédiaire. Il ne s'agissait pas de réclamer l'indépendance, mais juste un pouvoir spécifiquement réunionnais dans le cadre de la République française.

Avec la revendication de l'autonomie, le PCR s'appuyait sans aucun doute sur la déception de la départementalisation, sur des sentiments anticolonialistes toujours présents comme sur des sentiments de frustration et d'incompréhension du fait que la vie réunionnaise soit toujours décidée à 10 000 km de là. Mais, à l'inverse de ce que fit le PCR, un parti représentant réellement les intérêts

des travailleurs, un parti réellement communiste donc, aurait traduit politiquement ces sentiments en revendications de classe, affirmant que les travailleurs ne peuvent réellement décider de leur avenir qu'en s'organisant sur des objectifs qui leur soient propres. Certes, dans certaines luttes, des objectifs communs peuvent apparaître entre les travailleurs et certaines catégories de la petite bourgeoisie, mais les luttes qui pourraient en découler ne doivent jamais masquer les revendications ouvrières. Ne pas affirmer la nécessité d'une telle politique, qui fut toujours propre au mouvement ouvrier, revient à gommer les oppositions de classes. C'est dans cette

voie que s'engagea le PCR. En se positionnant comme le représentant des Réunionnais à gérer leurs affaires, il militait en fait pour le droit des possédants réunionnais à le faire.

Pendant 70 ans, dans la logique d'une telle politique, le PCR a surtout cherché des alliances qui l'ont conduit à tendre la main aux pires adversaires du communisme et à voler à leur secours. Au fil des ans, Vergès chercha souvent des alliés sur sa droite, comme en 1954, quand il se mobilisa avec le patron d'extrême droite René Payet pour empêcher la fermeture de son usine sucrière, ou en 1986 quand il entra dans la majorité régionale aux côtés du président

UDF Pierre Lagourgue; ou encore en 1988 en concluant avec Jean-Paul Virapoullé, un des dirigeants de la droite locale, une alliance pour faire élire à la tête du conseil général un autre homme de droite. Ces alliances électorales tous azimuts déboussolèrent bien des militants et des électeurs du PCR, à qui le parti et son dirigeant tentèrent à chaque fois de faire avaler l'amère pilule en leur expliquant qu'il s'agissait de stratégies pour rester dans les instances dirigeantes et peser sur les décisions. Vergès et le PCR n'offraient aux classes populaires aucune autre perspective que la voie électorale et une politique de collaboration de classes, illustrée alors par la formule « *union des Réunionnais* », en particulier lorsqu'ils furent à la tête de la région de 1998 à 2010, laissant croire que les intérêts des exploités peuvent être confondus avec ceux de leurs exploités.

LA MÊME POLITIQUE RÉAFFIRMÉE

C'est cette même ligne politique que le PCR a renouvelée en ce début d'année 2017, cette fois-ci sous le slogan « *rassembler pour la responsabilité* ». Le sentiment sur lequel le PCR tente de s'appuyer pour exister et développer sa politique est celui d'une injustice bien réelle. Dans une île comptant 850 000 habitants, 30 000 dossiers HLM sont en attente, des milliers de personnes vivent dans des logements insalubres, l'illettrisme est toujours aussi élevé (20%), et le chômage (30%) bat des records, tout comme la pauvreté : à La Réunion, 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le PCR veut en fait instrumentaliser ce sentiment d'injustice ressenti par les pauvres et les travailleurs réunionnais pour les amener à se battre, non pas pour des mesures ra-

dicales contre le chômage ou les bas salaires, mesures qui s'en prendraient au patronat, mais pour obtenir « *une gestion par les Réunionnais de leurs affaires* ». Discutant de cette gestion présentée comme « *la seule alternative* », Gelita Hoarau, qui a succédé à Paul Vergès au Sénat, a développé l'argumentation suivante: « *Il est vital pour La Réunion comme pour tous les outre-mer de disposer de compétences élargies pour pouvoir passer avec leurs voisins des accords de coopération et de codéveloppement solidaire dans les domaines aussi divers que le commerce, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, la recherche, les énergies renouvelables et la lutte contre les effets du réchauffement climatique, etc. La Réunion est la seule des collectivités régies par l'article 73 de la Constitution à ne pouvoir y prétendre: La Réunion ne peut donc ni adapter les lois, ni produire ses « propres lois » (dans des domaines non régaliens).* » (Témoignages, journal du PCR, 18 janvier). La préoccupation de Gelita Hoarau se résume en fait à celle de pouvoir défendre les intérêts du patronat local via une assemblée spécifique, capable de légiférer, de négocier... pour son compte.

Le PCR s'est illustré à ce propos dans l'affaire de la canne à sucre. Alors que les barrières protectionnistes sur le marché du sucre vont tomber cette année, le patronat sucrier de l'île a obtenu 38 millions d'euros d'aides supplémentaires de la part de l'État. Le PCR a certes protesté, mais pas parce qu'aucune mesure de contrôle ou de coercition n'a été décidée à l'encontre du patronat, pas parce que le patronat fait déjà des bénéfices par millions. Si le PCR a protesté, c'est parce que ces aides ne seront pas renouvelées automatiquement mais décidées année après année... et à Paris encore!

De plus, et c'est sans doute

pour lui le plus important, le PCR se félicite que « *même les héritiers des adversaires les plus acharnés du PCR sont obligés de se rallier à l'analyse faite depuis 58 ans par le Parti communiste réunionnais. [...] L'histoire rappelle qu'un nouveau cadre ne peut être obtenu que par le soutien d'une large majorité de Réunionnais. C'est pourquoi le PCR plaide pour que cette volonté s'exprime par un rassemblement dépassant les clivages politiques.* » (Témoignages, 2 février 2017). Ainsi, le PCR prône l'unité des courants politiques locaux pour obtenir de l'État français des moyens supplémentaires pour défendre les intérêts du patronat local.

D'ailleurs, quand le PCR développe ses propositions économiques (Témoignages, 20 janvier), aucune ne remet en cause les intérêts du patronat. Contre le chômage, il défend comme seule mesure concrète un « *moratoire pour le recrutement dans la fonction publique* ». En d'autres termes, il défend la préférence réunionnaise, opposant les travailleurs de la métropole recrutés comme fonctionnaires à ceux de l'île. En ce domaine, il y a certes des décisions choquantes qui peuvent être âprement critiquées, mais à condition que dans le même temps, et plus âprement encore, la responsabilité du patronat dans la situation catastrophique créée par le chômage soit non seulement critiquée elle aussi mais surtout combattue.

Contre la vie chère, le PCR revendique un « *contrôle rigoureux de la formation des prix (de l'usine au consommateur), produire un maximum de ce que nous consommons à La Réunion et la possibilité de s'approvisionner plus près de chez nous et moins cher (à condition d'avoir des compétences élargies pour pouvoir passer des accords commerciaux).* » Que la priorité ne soit pas donnée aux profits mais aux prix les plus

bas, oui ! Que des productions soient réalisées dans des pays limitrophes, oui ! Mais à condition que pouvoir « *s'approvisionner plus près de chez nous et moins cher* » n'ait pas pour cause l'utilisation dans ces pays d'esclaves salariés non payés. Dans tous ces éléments du programme du PCR, rien donc sur les augmentations de salaire nécessaires. Là encore, la préférence réunionnaise mise en avant ferait de la population de l'île des consommateurs captifs de ce que vend la bourgeoisie de l'île. Cerise sur le gâteau de ce programme, au paragraphe « *lutte contre les inégalités* », le PCR relaie une proposition de la Cour des comptes qui s'en prend à la prime de vie chère que touchent les fonctionnaires, et propose d'affecter « *les économies réalisées à La Réunion* » à un fonds de développement économique au service du patronat. S'en prendre à des travailleurs au nom des intérêts des Réunionnais, voilà sans doute le sens moderne que le PCR donne à la lutte contre les inégalités.

LE PCR DANS L'IMPASSE

Pendant des années, le PCR a en fait monnayé l'influence qu'il avait gagnée dans les couches populaires auprès des politiciens locaux et de la bourgeoisie locale. En retour, il eut accès à des postes et à des responsabilités. La politique d'accords tous azimuts de Vergès, avec les politiciens de droite notamment, en est la meilleure illustration. Mais, pour que ces accords soient possibles, il fallait que le programme affiché par le PCR ne gêne pas ces politiciens vis-à-vis des possédants. L'axe politique développé autour de l'autonomie interne a parfaitement rempli ce rôle. Les politiciens de droite qui ont passé des accords avec le PCR ont ainsi pu se faire élire à bon compte, sans avoir à s'entendre

dire qu'ils s'acquinaient avec des révolutionnaires, ou qu'ils trahissaient les possédants qu'ils voulaient représenter. Quant à la bourgeoisie locale, elle a trouvé dans le PCR un parti capable d'orienter les revendications et les préoccupations des travailleurs vers une politique qui pouvait la servir, ou qui paralysait toute lutte sérieuse du monde du travail. Beaucoup ont été gagnants, sauf les travailleurs bien sûr. Des politiciens de tous les horizons se sont fait élire par le PCR, dont les dirigeants ont gagné des postes de responsabilité, de députés, de sénateurs et jusqu'à la tête de la région, c'est-à-dire dans une institution dotée d'un certain nombre de compétences économiques et où se décide une partie de la politique locale.

Cette politique n'est cependant manifestement plus possible. Son carburant, qui était l'influence du PCR dans les couches populaires, semble aujourd'hui se tarir. Nombre de militants ont été découragés par l'attitude de leur parti. Pendant qu'ils s'affrontaient à des patrons bien réactionnaires, la direction de leur parti négociait avec les politiciens de toutes les tendances, jusqu'aux représentants du patronat local. Un des événements significatifs de ces dernières années qui a accéléré le recul du PCR a été le conflit qui a opposé Huguette Bello et Paul Vergès. Ce dernier avait toujours privilégié les rassemblements avec la droite, quitte à nuire à ses propres militants. Ainsi en 2010, lors de la fusion des listes au deuxième tour des élections régionales, Vergès a imposé le maire du Tampon, André Thien-Ah-Koon, au détriment d'Huguette Bello qui, quoique prônant une politique réformiste, était l'une des figures les plus populaires du PCR. André Thien-Ah-Koon est connu pour être un patron bien réactionnaire ayant fait le coup de poing contre l'Union

des femmes réunionnaises, l'organisation de femmes du PCR dirigée par... Huguette Bello. La fusion électorale concoctée par Vergès n'a pas empêché le PCR de perdre la région. Perdant dans la foulée nombre de militants, le PCR vécut alors une grave crise interne se concluant par le départ de Bello et la mise au placard d'un des successeurs pressentis de Vergès, qui avait exprimé publiquement son désaccord avec la direction du PCR et ne voulait pas soutenir Huguette Bello et son nouveau parti contre la droite au deuxième tour de l'élection municipale de Saint-Paul. Aux régionales de décembre 2015, la liste d'union sur laquelle figurait le PCR est tombée de 30 % en 2010 à 7 %, tandis que la liste conduite par Huguette Bello réalisait près de 24 % des voix. Il ne lui a manqué que quelques milliers de voix pour prendre la présidence de la région.

En plus d'être désorientés par les accords politiques de Paul Vergès, les militants et sympathisants du PCR ont aussi pu se rendre compte que leur parti, dans les municipalités ou à la tête de la région, était loin d'avoir une conduite différente de celle des autres. Dans les mairies PCR, comme dans toutes les mairies, le clientélisme était la règle et la gestion municipale du PCR ne s'est guère différenciée des autres. Ainsi le PCR, qui était encore à la tête ces dernières années d'un nombre important de communes de l'île (La Possession, Saint-Pierre, Saint-Louis, Le Port, Saint-Paul et Sainte-Suzanne), ne contrôle plus que Sainte-Suzanne.

Dernier aspect du problème du PCR : son positionnement politique. Il le dit lui-même, la droite et le PCR sont sur le même créneau, celui de La Réunion aux Réunionnais. Et la droite, par l'intermédiaire de son représentant actuel le plus en vue, Didier Robert, sait parfaitement occuper ce créneau



Vergès se congratulant en 2006 avec Jean-Louis Debré, l'un des fils de Michel Debré, très longtemps élu de droite de La Réunion.

et exprimer les « intérêts des Réunionnais ». Pour se faire élire, la droite n'a pas besoin d'un PCR dont l'influence est en recul permanent, d'autant que sans Vergès, qui avait une certaine aura dans l'île, le PCR ne pèse plus que par le nombre de ses voix, c'est-à-dire de moins en moins. La droite, qui dirige maintenant la région, a donc très peu de raisons de passer des accords avec le PCR, ce qui ne sera peut-être pas sans conséquence en termes de postes pour le PCR.

Le PCR maintient cependant la même ligne politique que sous Vergès, celle de la main tendue à tous les partis réunionnais pour la défense des « intérêts réunionnais ». En fait il n'a pas beaucoup le choix. Cinquante ans d'une telle politique ont façonné le parti, sélectionné un milieu autour de lui, tissé des liens privilégiés entre la direction du parti et la petite et moyenne bourgeoisie de l'île qui ne comprendrait certaine-

ment pas un changement de politique, et encore moins que le PCR cherche à défendre les intérêts spécifiques des travailleurs, une politique qui ne peut venir aujourd'hui à l'esprit de ses dirigeants.

Même si la nouvelle direction du PCR tient absolument à marquer la continuité de sa politique avec celle de Vergès, la bourgeoisie réunionnaise peut très bien aujourd'hui se contenter de ses partis traditionnels de la droite et de la gauche gouvernementale. Mais si elle pense ne plus avoir besoin du PCR, du moins dans l'immédiat, les choses pourraient changer dans le cas où la combativité ouvrière remonterait. Le PCR conserve encore un certain nombre de figures qui ont une certaine notoriété et qui seraient en mesure de peser dans une crise sociale afin de tenter de maintenir le flot de la contestation dans des limites acceptables par le patronat.

Quant à la revendication

d'une assemblée unique, à laquelle le PCR réduit aujourd'hui la question de l'autonomie interne, elle pourrait être satisfaite au travers d'une collectivité regroupant le conseil régional et le conseil général ou départemental, dotée de pouvoirs supplémentaires, comme c'est le cas depuis peu à la Martinique et en Guyane. Il faudrait pour La Réunion modifier la Constitution (l'article 73). Des propositions en ce sens ont déjà été faites, par Vergès mais aussi par le PS, jusque-là sans suite. Ce serait cette assemblée qui par exemple déciderait d'augmenter les taxes sur l'essence pour pouvoir subventionner le patronat local, comme cela se fait déjà à la Martinique. Si le prochain gouvernement, de gauche ou de droite, concède une telle assemblée, le PCR la présentera comme une victoire de sa politique. Bien difficile de dire s'il en profitera électoralement. Cette question ne concerne d'ailleurs pas vraiment les travailleurs.

Les militants ou les ex-militants du PCR qui se placent du point de vue des intérêts des travailleurs doivent donc se poser la question de savoir à quelles fins leur énergie a été utilisée, pour quels intérêts sociaux et politiques. Réfléchir à cela est nécessaire, déjà pour rompre avec près de 60 ans d'une politique de collaboration de classes, et pour ensuite être en mesure de participer à l'effort nécessaire pour réimplanter les idées communistes et révolutionnaires dans la classe ouvrière.

25 mars 2017



Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan

En Turquie, à l'approche du référendum constitutionnel prévu pour le 16 avril 2017, le ton du président Recep Tayyip Erdogan s'est encore radicalisé. Protestant contre les gouvernements allemand et néerlandais qui interdisaient à des représentants du pouvoir turc de venir faire campagne pour le oui sur leur territoire, il a qualifié leurs méthodes de nazies, entraînant une crise diplomatique avec ces deux pays.

Erdogan tentait ainsi, auprès des électeurs turcs d'Europe tout comme de Turquie, de provoquer un réflexe nationaliste qui aurait bénéficié au oui. Mais ses déclarations illustraient aussi la panique qui semblait s'emparer du pouvoir alors que la majorité des sondages donnaient gagnant le non à ce référendum.

Depuis les élections du 7 juin 2015, qui avaient fait perdre la majorité absolue à son parti l'AKP, le gouvernement d'Erdogan s'est lancé dans une véritable fuite en avant. En relançant la guerre dans les régions kurdes, en exploitant l'émotion créée par les attentats de l'organisation État islamique, en accroissant la répression contre ses rivaux, il est parvenu de justesse à gagner les élections anticipées du 1^{er} novembre suivant. Puis, l'échec de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, attribuée aux partisans de son concurrent l'imam Fethullah Gülen, a encore entraîné un durcissement du gouvernement d'Erdogan. Tout en organisant des manifestations massives de ses partisans, il a décrété l'état d'exception et lancé une vague d'arrestations sans précédent, doublée de me-

sures de révocation arbitraires prises contre les gülenistes ou suspects de l'être, accusant tous ses opposants sans distinction de faire partie d'un vaste complot terroriste visant à déstabiliser le pays.

LA RÉPRESSION CONTINUE

Depuis cet été 2016, les arrestations et les révocations arbitraires se succèdent. Elles touchent prioritairement les policiers, militaires, juges, cadres de l'enseignement suspects d'avoir eu des liens avec la confrérie güleniste, mais aussi les milieux kurdes ou de gauche. Depuis le 15 juillet, plus de 120 000 personnes ont été licenciées, le plus souvent sans indemnités, dans le cadre de l'état d'exception. Plus de 71 000 ont été arrêtées, plus de 41 000 emprisonnées. Chaque semaine on apprend l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes, membres de la police, de l'armée, de l'enseignement. Elles sont accusées d'être des *fetocu*, autrement dit d'appartenir à l'organisation de Fethullah Gülen. D'autres sont arrêtées sous l'accusation de terrorisme pour leurs sympa-

thies réelles ou supposées avec les autonomistes kurdes du PKK ou pour une organisation d'extrême gauche.

Récemment s'est ouvert dans six grandes villes le procès de 1 500 participants au coup d'État raté, militaires, policiers ou civils. Ils risquent des condamnations à six fois la perpétuité. La peine de mort ayant été abolie en Turquie, Erdogan a affirmé son intention de la rétablir contre ceux qu'il considère comme des terroristes et des traîtres à la patrie.

Au départ dirigée contre les suspects de sympathie avec la tentative de coup d'État, la répression s'est élargie en particulier aux milieux kurdes. Les deux coprésidents et députés du parti prokurde HDP sont toujours en prison. Quelque 10 000 cadres et militants de ce parti ont été arrêtés à un moment ou à un autre et placés en garde à vue, et plus de 3 000 d'entre eux se trouvent toujours en prison. Cent quatre maires, dont certains de villes importantes, ont été destitués et 80 de ces municipalités sont désormais gérées par l'État. Régulièrement, quelques-uns des députés du HDP sont arrê-



DR

Une affiche d'Erdogan, place Taksim à Istanbul, pour le «oui de la nation».

tés, laissés en prison quelques jours ou quelques semaines, puis relâchés, avant d'être de nouveau emprisonnés. Il s'agit pour le pouvoir de les maintenir sous menace permanente.

Il y a quelques semaines, les services de renseignement ont déclaré qu'en tout 122 000 personnes auraient utilisé le système de communication Bylock. Ce système, comparable à WhatsApp, mais strictement privé et clandestin, aurait été créé par les gülenistes à leur usage exclusif. Soixante-dix mille de ceux-ci ayant été identifiés, il en resterait donc encore 50 000 à localiser. Une loi est justement en projet, qui permettrait de libérer les prisonniers de droit commun ayant désormais moins de dix ans de peine à effectuer. Cela concernerait près de 100 000 détenus sur 190 000, et libérerait les places nécessaires pour les 50 000 *fetocu* et autres opposants encore à emprisonner.

De leur côté, la presse et les médias ont été muselés, épurés de presque tous leurs élé-

ments critiques à l'égard du pouvoir. Cent cinquante et un journalistes sont actuellement en prison, ce qui fait battre à la Turquie un record mondial en matière de répression de la presse, et plus de 2 500 ont été licenciés et se retrouvent sans travail. Une affaire récente donne une idée des pressions que subit la presse : le magnat des médias A. Dogan lui-même, âgé de 80 ans, figure laïque qui a longtemps pesé sur tous les gouvernements et une des plus grosses fortunes de Turquie, a été convoqué après la publication d'un article dans son quotidien *Hürriyet*. Cet article évoquait des tensions entre l'armée et le gouvernement au sujet de la levée de l'interdiction du port du voile islamique chez les militaires. Pour Erdogan, cet article a été considéré comme rien moins qu'une menace de coup d'État militaire. Le journal a été menacé de « payer cela très cher » et son rédacteur en chef renvoyé.

C'est dans ce contexte que, le 17 février, le correspondant

du journal allemand *Die Welt* en Turquie, Deniz Yücel, qui a la double nationalité germano-turque, a été incarcéré sous l'accusation de complicité avec le PKK; cela équivaut à l'accuser de terrorisme. Les protestations des autorités allemandes n'ont fait que rendre le gouvernement Erdogan plus agressif, amenant le gouvernement Merkel à refuser d'autoriser les meetings des autorités turques en Allemagne et à l'escalade verbale que l'on sait.

Depuis des mois, alors que la Constitution turque ne donne au président de la République qu'un rôle honorifique, Erdogan a institué une véritable dictature. Il gouverne le pays en outrepassant toutes ses prérogatives légales, ne laissant plus au Premier ministre et à son gouvernement qu'un rôle décoratif. La réforme constitutionnelle qu'il veut faire voter le 16 avril ne ferait que légaliser cet état de fait. Supprimant le poste de Premier ministre, elle donnerait les pleins pouvoirs au président de la Répu-

blique. Celui-ci pourrait gouverner seul par décrets, décider du budget, déclarer l'état d'urgence, nommer les ministres, les hauts fonctionnaires, la moitié des membres de la Cour constitutionnelle. Il serait également de droit le commandant en chef de l'armée et le maître des services secrets. Enfin, et ce n'est sans doute pas le moindre des objectifs d'Erdogan, la nouvelle Constitution le mettrait à l'abri des poursuites judiciaires qui le menacent pour ses malversations.

Cependant, malgré la répression, le musellement de la presse et le martèlement propagandiste en faveur du oui au référendum du 16 avril, l'approche de celui-ci a rendu le pouvoir encore plus fébrile, à mesure que les sondages publiés donnaient le non vainqueur. Ce n'est bien sûr que le 16 avril que l'on saura vraiment ce qu'il en est, mais ces sondages reflètent une réalité : les gesticulations du pouvoir ne suffisent plus à cacher ses échecs. Non seulement sa politique extérieure se solde par une impasse à la suite de ses interventions en Syrie, mais c'est également vrai maintenant de sa politique intérieure. Le malaise s'accroît désormais du fait d'une dégradation de la situation économique que toute la population peut mesurer. Cela entame le crédit d'Erdogan jusque dans les milieux qui étaient restés jusqu'à présent solidement attachés à l'AKP.

RÉCESSION ÉCONOMIQUE ET LUTTES SOCIALES

Depuis plusieurs mois, et notamment depuis le coup d'État manqué de juillet, l'économie turque est entrée en récession, y compris dans le secteur de la production industrielle. Un autre aspect de cette dégradation est la chute du cours de la monnaie. La livre turque a perdu près de 25 % de sa valeur

face au dollar en quelques mois, accélérant encore l'inflation. En février, celle-ci a dépassé pour la première fois depuis cinq ans la barre des 10 % mensuels, avec un taux de 10,1 %. Entre septembre 2016 et février 2017, le pouvoir d'achat a baissé de 24 % en raison de la dépréciation de la livre turque. Cette baisse du pouvoir d'achat a touché toutes les couches populaires, et notamment les 13 millions de travailleurs qui touchent entre 1450 et 1800 livres turques par mois (le salaire minimum étant de 1404 LT), soit entre 370 et 460 euros.

En même temps, la dégradation de la situation politique a entraîné une désaffection des touristes étrangers, retirant non seulement des rentrées de devises à l'État, mais une source de revenus à de nombreux commerçants. Une grande partie de ceux-ci, comme la population en général, sont dans de graves difficultés financières. Les faillites se multiplient chaque jour, et la presse donnait l'exemple d'Eskişehir, une ville de 850 000 habitants où, sur 35 000 commerçants, 17 000 seraient déjà en faillite. Dans un haut lieu du tourisme comme le grand bazar d'Istanbul, sur environ 4 000 commerçants, plus de 1 600 auraient déjà fermé leur porte. Bien des membres de cette petite bourgeoisie commerçante, jusque-là soutiens inconditionnels d'Erdogan, manifestent maintenant leur colère et déclarent ouvertement qu'ils vont voter non au référendum.

Face à cette situation, le gouvernement essaie tout au plus de trouver des palliatifs, par exemple en supprimant jusqu'à fin mai la TVA sur la vente des logements, de l'électroménager et de l'ameublement. Il espère ainsi calmer une partie des mécontents, mais son impuissance face à la dégradation de la situation générale est évidente, et les surenchères verbales d'Er-

dogan n'y changent rien. Dans ce contexte, il lui est de plus en plus difficile de convaincre de la nécessité d'une réforme de la Constitution qui lui donnerait les pleins pouvoirs, alors que de fait il les exerce déjà depuis des mois et que cela n'empêche pas la situation de se dégrader. Au contraire même, ce référendum, qu'il pensait au départ remporter haut la main, pourrait se transformer en un vote contre sa personne.

Il est maintenant évident que de nombreux électeurs qui ont jusqu'à présent assuré le succès d'Erdogan et de l'AKP sont décidés à montrer leur mécontentement en votant non. Une grande partie de la gauche, des Kurdes et tout ce que le pays compte désormais d'opposants à Erdogan espèrent un tel résultat, en pensant qu'il pourrait mettre un coup d'arrêt à la dérive autoritaire du pouvoir, voire inciter l'actuel président à partir. L'hypothèse n'est désormais pas exclue. Il en existe aussi d'autres, comme celle d'un nouveau coup d'État militaire qui, cette fois, réussirait à renverser Erdogan. En tout cas, celui-ci le craint et cela aussi explique sa fébrilité. Son départ correspondrait d'ailleurs aux souhaits d'une partie de la grande bourgeoisie. Inquiète de la situation économique, celle-ci doute de la capacité à y répondre de ce président imprévisible, qui s'est montré capable de toutes les aventures pour se maintenir au pouvoir. Les préoccupations de cette bourgeoisie rejoignent celles des dirigeants impérialistes occidentaux, qui souhaiteraient voir la Turquie sous la coupe d'un dirigeant plus contrôlable.

On comprend bien sûr la réaction de tous ceux qui, au sein de la population, se sentent victimes de la politique de ce gouvernement et qui souhaitent saisir l'occasion fournie par ce référendum constitutionnel pour lui dire leur opposition.

Il reste que, pour les travailleurs et les couches populaires, une victoire du non ou même le départ d'Erdogan changeraient peu de chose, si même ils n'ouvraient la voie à un régime pire. Avec ou sans Erdogan, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes pour poser leurs revendications fondamentales. Certains ont d'ailleurs commencé à le faire.

Ainsi, les travailleurs d'une des plus grandes banques du

pays, AK Bank, ont brusquement décidé de se mettre en grève le 21 mars pour réclamer les augmentations de salaire et les droits sociaux qui leur sont dus depuis un an et demi en vertu de la convention collective signée, mais non respectée. Le gouvernement a réagi aussitôt en interdisant la grève sous le prétexte qu'elle déstabiliserait l'économie et le secteur financier. Mais ce conflit n'est peut-être que le premier

d'une série. Bien des travailleurs demandent maintenant des comptes pour leur pouvoir d'achat en chute libre du fait de l'inflation, d'autant plus que nombre de conventions collectives arrivent à échéance. Leur renouvellement, dans un contexte où patrons et gouvernement voudraient éviter toute concession, pourrait donner lieu à de nombreux conflits.

Il y a en Turquie une classe ouvrière nombreuse et combative, qui n'est guère affectée par le climat de peur qu'Erdogan voudrait faire régner dans le pays. Elle conserve toutes ses forces et c'est peut-être sur son terrain, le terrain social, que le pouvoir de celui que beaucoup appellent « le nouveau sultan » connaîtra son plus grand échec.

27 mars 2017



Le quotidien progouvernemental Güneş représentant Angela Merkel à sa une comme un Hitler féminin.



DR

Aux origines du chômage : les robots ou le capitalisme ?

Benoît Hamon a justifié sa proposition de revenu universel au nom de la « raréfaction inéluctable du travail ». Invoquant le rôle grandissant du numérique et des robots, qui va provoquer selon lui la destruction « de centaines de milliers d'emplois dans les économies occidentales », il a également proposé l'instauration d'une taxe sur les robots. Les députés européens, de leur côté, ont débattu en janvier dernier de la nécessité d'obliger les entreprises à « notifier l'étendue et la part de la contribution de la robotique [...] à leurs résultats financiers, à des fins de fiscalité et de calcul des cotisations sociales » (Les Échos, 13 janvier 2017). L'idée selon laquelle le travail humain va être remplacé par des machines et des robots, et que l'on va vers la fin inéluctable du travail, est de nouveau à la mode. Réalité ou élucubrations de pseudo-experts, bonne nouvelle pour l'humanité ou chronique d'une catastrophe annoncée ? Toutes les discussions autour de cette question n'ont aucun sens si l'on ne prend pas en considération l'essentiel : tous les moyens de production, qui sont mis en œuvre de façon sociale, collective, à travers une vaste division internationale du travail, restent la propriété privée d'une infime minorité de capitalistes.

Pour justifier leurs propositions, Hamon ou les députés européens s'appuient sur diverses études, comme celle de France stratégie selon laquelle 3,4 millions d'emplois seraient menacés en France dans les dix ans. En 2013, deux chercheurs de l'université d'Oxford, Carl Benedict Frey et Michael Osborne, affirmaient que 47% des emplois américains étaient « à haut risque », c'est-à-dire « potentiellement automatisables à une échéance non spécifiée, peut-être une décennie ou deux ». Ils s'appuyaient sur les progrès annoncés de la robotique et de l'apprentissage automatique, qui devraient permettre aux machines d'accomplir des tâches moins routinières jusque-là réservées au cerveau humain. La robotisation s'étendrait jusqu'aux emplois d'aide à la personne et aux soins dans les maisons de

retraite. Les anciens confiés aux bons soins des robots !

Bernard Stiegler, philosophe, membre de l'Institut de recherche sur l'innovation et de divers autres cercles de réflexion, reprend les mêmes thèses. Il a publié *L'emploi est mort, vive le travail !* dans lequel il écrit : « Sous l'effet de l'automatisation intégrale et généralisée, [...] les salariés deviendront une sorte de résidu d'une époque révolue. Il y aura, certes, encore des emplois parce que, dans certains secteurs, on continuera à avoir besoin d'une main-d'œuvre humaine prolétarisée, mais cela deviendra exceptionnel. » La conclusion de Stiegler est que les salariés vont tous devenir des intermittents, qu'il faut déconnecter l'emploi et le revenu, pour distribuer des « allocations de ressources » ou

un « revenu contributif », en rémunérant des activités utiles à la collectivité mais aujourd'hui pas ou peu rémunérées.

DES ÉTUDES FANTAISISTES ET DES CONCLUSIONS ORIENTÉES

Ces analyses dites prospectives sont contestées. Un rapport de l'OCDE publié en 2016¹ dit par exemple : « 9% des emplois seulement sont confrontés aux États-Unis à une forte probabilité d'être automatisés, au lieu de 47% selon Frey et Osborne ». Jean Gadret, universitaire collaborateur à *Alternatives économiques*, constate que « le travail supprimé par la machine sur un segment peut être plus que compensé par des activités nouvelles ». Il rappelle,

1 M. Arntz, T. Gregory, U. Zierahn, *Les risques de l'automatisation pour l'emploi dans les pays de l'OCDE*, OCDE, 2016.



Dès l'aube du capitalisme, l'introduction des machines a accru l'exploitation.



Les robots peuvent cohabiter avec le travail ouvrier (ici, chez Renault).



Une chaîne de soudure entièrement automatisée chez BMW.

non sans ironie, que de tels pronostics annonçant « la fin du travail » ne sont pas nouveaux. Ils ont prospéré en particulier au fur et à mesure que l'économie capitaliste plongeait des millions de travailleurs dans le chômage de masse.

En 1978, Alain Minc et Simon Nora, alors inspecteurs des finances, avaient publié un rapport fracassant sur l'informatisation de la société, dans lequel ils prévoyaient « une baisse de 30 % des emplois dans le secteur des services, du fait d'énormes gains de productivité », en particulier dans la banque, l'assurance, la Sécurité sociale, la Poste et le travail de bureau type secrétariat. Si l'informatisation de ces secteurs a massivement supprimé des emplois, elle en a créé de nouveaux. Aujourd'hui en France, la part des services dans l'emploi dépasse 70 %. Dans la banque et les assurances, malgré les plans de suppressions d'emplois récurrents, le nombre d'emplois a augmenté depuis les années 2000.

En 1995, le prospectiviste (sic) américain Jeremy Rifkin annonçait lui aussi en grande pompe « la fin du travail ». C'était l'époque où les économistes annonçaient que la « nouvelle économie » autour de l'informatique et de l'Internet, en révolutionnant la productivité de toute l'industrie, allait offrir au capitalisme une nouvelle phase d'expansion. Mais, patatras, en 2001 éclatait la bulle spéculative formée autour de cette économie du numérique. La « nouvelle économie » n'échappait pas plus que l'ancienne aux contradictions du capitalisme. Pas découragé, Rifkin promet aujourd'hui auprès des chefs d'État et des grands patrons de toute la planète une « révolution » basée sur l'informatique et l'utilisation d'énergies renouvelables mutualisées par Internet, ce qu'il appelle la « troisième ré-

volution industrielle ». Pour Rifkin, tous les objets seront fabriqués localement, à la demande, par des imprimantes 3D, avant d'être échangés ou réparés. Il pronostique, lui aussi, la disparition du salariat.

Au-delà du caractère plus ou moins fantaisiste de leurs conclusions, ces prétendus experts occultent l'essentiel. La principale cause des suppressions d'emplois, ce n'est pas la robotisation, c'est l'aggravation de l'exploitation dans une économie capitaliste en crise qui a atteint les limites de son développement.

LE CAPITALISME ET LES MACHINES

L'introduction de machines – les robots sont des machines perfectionnées – permettant de produire plus vite et à une plus grande échelle, pour baisser le temps de production de chaque marchandise, donc au bout du compte son prix, est aussi vieille que le capitalisme. Elle lui est même inhérente. Le machinisme a ruiné les artisans, provoquant très tôt des révoltes comme celle des luddites en 1812 en Grande-Bretagne. Il a supprimé des emplois dans les branches où il était introduit. En même temps, le capitalisme s'étendait en surface et en profondeur. Pour être rentable, pour compenser le coût d'investissements de plus en plus lourds, l'introduction de nouvelles machines exige de produire plus, à plus grande échelle, en accaparant la part de marché de ses concurrents. L'extension du machinisme a fait naître de nouveaux secteurs, nécessité davantage de matières premières et de fournitures, soumis de nouveaux pans de l'économie au marché capitaliste. La production capitaliste, en s'imposant à de nouveaux secteurs et à de nou-

velles contrées, a transformé en prolétaires de nouveaux contingents de paysans ou d'artisans. Le nombre total de salariés a augmenté en même temps qu'augmentaient les forces productives.

Ces transformations se sont toujours faites dans la douleur pour les travailleurs. L'introduction des machines n'a jamais eu pour objectif de réduire la pénibilité du travail, mais d'augmenter le profit des capitalistes. Ce sont rarement les travailleurs licenciés d'un secteur devenu obsolète qui retrouvent un emploi dans les nouvelles industries. Comme l'écrivait Marx dans le chapitre du *Capital* consacré à la plus-value relative : « Les ouvriers que la machine remplace sont rejetés de l'atelier sur le marché du travail où ils viennent augmenter les forces déjà disponibles pour l'exploitation capitaliste. » Il ajoutait : « Du moment où la machine rejette du métier ou de la manufacture une partie des ouvriers jusque-là occupés, ce nouveau flot de conscrits industriels est détourné de sa destination et va peu à peu se décharger dans d'autres industries, mais les premières victimes pâtissent et périssent pendant la période de transition.² »

Quant à ceux qui sont embauchés pour mettre en œuvre les nouveaux moyens de production, ils sont davantage exploités. Le travail humain étant le seul qui crée de la richesse supplémentaire, les capitalistes cherchent par tous les moyens à intensifier le travail, à rallonger la journée de travail, à réduire les salaires. Ils cherchent à utiliser le plus longtemps possible des machines coûteuses qu'ils veulent amortir avant qu'elles ne deviennent obsolètes. Comme l'écrivait Marx dans *Le Capital* : « La machine, en augmentant la matière humaine exploitable,

élève en même temps le degré d'exploitation. »

Pour autant, ce n'est pas la machine en elle-même qui fait le malheur des travailleurs, c'est le fait qu'elle soit entre les mains des capitalistes. Marx notait déjà : « La machine est innocente des misères qu'elle entraîne ; ce n'est pas sa faute si, dans notre milieu social, elle sépare l'ouvrier de ses vivres. Là où elle est introduite, elle rend le produit meilleur marché et plus abondant. Après comme avant son introduction, la société possède donc toujours au moins la même somme de vivres pour les travailleurs déplacés, abstraction faite de l'énorme portion de son produit annuel gaspillé par les oisifs. » Les machines ne sont pas installées pour supprimer les tâches dures et répétitives, ni pour abaisser le temps passé par l'ensemble des travailleurs à produire les biens nécessaires aux besoins de toute la société, mais pour augmenter le profit des capitalistes.

CHÔMAGE DE MASSE, STAGNATION ET AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

Depuis que le capitalisme a fini d'étendre son emprise à tous les secteurs, à tous les pays, qu'il a poussé la concentration du capital à un niveau jamais atteint, formant de puissants monopoles dominés par une finance hypertrophiée, ces tendances et ces contradictions se sont encore aggravées.

Le capitalisme est confronté à un ralentissement des gains de productivité du travail. À ce recul conjoncturel s'ajoute une contradiction plus fondamentale : les limites d'un marché solvable incapable d'absorber toutes les marchandises que l'appareil productif peut

2 Karl Marx, *Le Capital*, livre I (1867), 4^e section, chapitre 15.

fabriquer. Ce n'est pas parce que des robots produisent tout sans avoir le moindre pouvoir d'achat. C'est parce que celui des travailleurs stagne voire diminue, tandis que les capitalistes eux-mêmes ont considérablement réduit leurs investissements productifs, détournant leurs capitaux vers la finance. C'est plus que jamais en aggravant l'exploitation des travailleurs que la classe capitaliste dégage ses profits.

Le cas de l'industrie automobile est éloquent. Il faut quatre fois moins de travailleurs pour produire une voiture aujourd'hui qu'au début des années 1980. Bien sûr, ces gains de productivité résultent pour partie d'innovations techniques, de l'automatisation et de la robotisation de certains processus de production. Mais ceux qui ne voient que les robots masquent, par ignorance ou par choix de classe, l'aggravation de l'exploitation des travailleurs. Les gains de productivité ont été réalisés par l'introduction du flux tendu, du lean manufacturing, les calculs d'ergonomie sur tous les postes de travail pour gagner de précieuses secondes sur chaque geste, la réduction des pauses, l'allongement du temps de travail, la baisse des salaires, auxquels il faut ajouter le recours massif à la sous-traitance et à l'externalisation, qui ont permis d'augmenter le taux de profit dans ce secteur. S'il y a des robots ultraperfectionnés à certaines étapes du processus de production, combien de postes particulièrement difficiles sont tenus par des intérimaires ou sous-traités à des fournisseurs sous-payés ? Le capitalisme a toujours été le mariage de prouesses technologiques extraordinaires avec la pire exploitation de l'homme.

En même temps qu'il a accru de façon considérable les moyens de production de l'hu-

manité, le capitalisme a rejeté hors de l'activité productrice collective et organisée des centaines de millions de femmes et d'hommes. Il s'agit de tous les travailleurs jetés au chômage un peu partout dans le monde et des millions d'autres qui survivent grâce à des petits boulots, à la récupération, au recyclage. Le récent drame survenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, où 65 personnes sont mortes lors de l'éboulement de l'immense décharge publique où elles vivaient, jour et nuit, pour récupérer des matériaux revendables, l'illustre. De l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique, des dizaines de millions de femmes et d'hommes vivent de la récupération sur des décharges, de la déconstruction de bateaux pleins d'amiantes ou d'appareils électroniques chargés de multiples poisons, ou d'autres travaux relevant de l'« économie informelle ».

Ce rejet hors de la sphère productive, ou du moins de sa portion la plus développée et industrialisée, n'est pas la conséquence de la robotisation mais celle du développement inégal et contradictoire du capitalisme. Il est aussi vieux que le capitalisme lui-même. L'aggravation du chômage de masse dans les pays les plus développés pousse de nouveaux contingents de travailleurs vers cette économie informelle. Ceux qui ont un emploi sont de plus en plus exploités et usés, tandis que des millions doivent se débrouiller pour survivre sans emploi régulier. Ceux qui prédisent la fin du travail ou la fin du salariat sous l'impact de la robotisation ne font que théoriser et finalement justifier cet état de fait.

Patrick Braouezec, notable du PCF jusqu'en 2010, maintenant rallié à Macron, a médiatisé la mise en place du revenu contributif de Bernard Stiegler, dans l'intercommunalité Plaine-Commune qu'il préside

en Seine-Saint-Denis. De quoi s'agit-il ? « *Sur les 30 000 éducateurs sportifs qui travaillent en permanence avec des jeunes dans des clubs amateurs, un peu plus de 3 000 seulement sont salariés. Or ces éducateurs fournissent un travail d'utilité sociale, publique. [...] Il existe aussi des activités informelles qui mériteraient d'être reconnues – je pense à la cuisine de rue, à la mécanique de rue, qui ne sont pas en concurrence avec les activités de restauration ou les garagistes* », a déclaré Braouezec à *Libération*. Quelle trouvaille ! L'alternative au chômage de masse, selon Braouezec, c'est donner un petit revenu aux milliers de personnes qui suppléent par leur dévouement à l'absence de moyens financiers mis à disposition des associations sportives ou à tous ceux qui tentent de survivre en réparant des voitures sur les trottoirs. Et qui va financer un tel revenu ? « *Cela reste à construire, [...] mais nous sommes en partenariat avec Orange et Dassault systèmes* », a poursuivi Braouezec. Si Braouezec n'a sans doute jamais envisagé de combattre le capitalisme, il en est aujourd'hui à mendier quelques miettes auprès de Dassault pour abonder son revenu contributif.

Le revenu contributif de Braouezec et le revenu universel de Hamon sont de même nature. Il s'agit de prélever quelques miettes, de préférence sur le budget déjà consacré aux assurances chômage, santé ou aux autres budgets dits de solidarité, pour donner une aumône à tous ceux qui sont définitivement exclus du marché du travail. Les capitalistes peuvent parfaitement s'accommoder d'un tel revenu, qui leur permettra d'embaucher des travailleurs selon leurs besoins en ne leur versant qu'un salaire minimal, en complément du revenu de base ou « universel ».

UNE RÉVOLUTION SOCIALE NÉCESSAIRE

«La condamnation d'une partie de la classe ouvrière à une oisiveté forcée par le surcroît de travail de l'autre pour permettre l'enrichissement du capitaliste individuel» était déjà constatée par Marx dans *Le Capital*. Le chômage de masse est aussi vieux que le capitalisme.

Pour Marx et Engels, la contradiction fondamentale de l'économie capitaliste est que la production est devenue un acte social, mettant en relation, par-delà les frontières, des millions de producteurs, tandis que la propriété des moyens de production comme des marchandises produites restait privée. Ils constataient «le développement inouï des forces productives, l'excédent de l'offre sur la demande» entraînant «surproduction, encombrement des marchés, crises [...] : excédent, ici, de moyens de production et de produits; excédent, là, d'ouvriers sans emploi et sans moyens d'existence³».

Pour les fondateurs du socialisme scientifique, la seule façon de résoudre la contradiction était de transformer ces moyens de production en propriété collective. Cela suppose une révolution politique et sociale au cours de laquelle «le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique». La révolution prolétarienne rendrait alors possible «une production sociale suivant un plan arrêté à l'avance [...]. Dans la mesure où l'anarchie de la production

sociale disparaît, l'autorité politique de l'État entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre socialisation, deviennent aussi par là même maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres.⁴»

La liberté évoquée par Engels, c'est celle de ne plus être asservis ni par un travail aliénant ou subi, ni par le chômage ou l'oisiveté forcée, ni par la faim ou la pauvreté. Produire «socialement selon un plan arrêté à l'avance», c'est la seule façon de satisfaire les besoins de tous sans détruire les hommes et la nature, sans épuiser les ressources naturelles, tout en utilisant le meilleur de la technique, y compris les robots. C'est permettre à chaque être humain d'apporter sa contribution au fonctionnement de la société, tout en réduisant au minimum le temps nécessaire à ces tâches. C'est permettre à l'humanité dans son ensemble de décider collectivement quelles tâches elle peut confier à des machines ou des robots, et quelles tâches des humains doivent continuer à assumer, dans le domaine des soins aux plus vulnérables par exemple. Contrairement aux préjugés véhiculés par les milieux écologistes ou décroissants, qui s'opposent à la robotisation par rejet de la technologie, les fondateurs du socialisme scientifique n'étaient pas productivistes.

L'avenir, c'est de répartir le travail socialement nécessaire entre tous, de façon à le réduire au minimum et à permettre à chaque être humain, quel que soit son âge ou ses capacités, de trouver sa place dans ce processus. Comme le formule Marx dans *Le Capi-*

tal: «En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine.⁵»

Cette répartition du travail nécessaire au fonctionnement de la société tranche avec l'anarchie et la loi de la jungle qui régissent tous les rapports sociaux dans la société capitaliste. Mais, pour Marx, on est encore loin du «royaume de la liberté». Il poursuit: «Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail.»

Le développement atteint par les forces productives, l'automatisation et la robotisation de multiples tâches, qu'elles soient pénibles pour les hommes ou qu'elles soient mieux effectuées par des robots, comme certaines opérations chirurgicales délicates, rend déjà possible la réduction de la journée de travail. Mais rien de tout cela ne pourra être mis en œuvre sans arracher des mains de la grande bourgeoisie le contrôle sur l'ensemble des moyens de production.

28 mars 2017

3 Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880.

4 Idem.

5 Karl Marx, *Le Capital*, livre III, 1894.



Manifestation devant le Parlement européen à Strasbourg avant le vote sur le Ceta le 15 février 2017.



Le Ceta et les intérêts des travailleurs

Certains altermondialistes, ainsi que des souverainistes de gauche comme de droite, ont fait du combat contre le Ceta (Traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada) et/ou le Tafta (Traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Europe) leur cheval de bataille. L'élection de Trump à la présidence des États-Unis et ses déclarations contre le Tafta, la remise en cause possible de l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain, entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) et ses propos tonitruants en faveur du protectionnisme montrent d'ores et déjà que ces traités ne sont pas gravés dans le marbre. Pour l'instant, il est bien difficile de savoir si les déclarations de Trump ne sont que des boutades provocatrices ou s'ils annoncent un nouveau chapitre de l'histoire des relations commerciales. Si la crise conduisait les bourgeoisies ou certaines d'entre elles à multiplier les politiques protectionnistes, nous serions plus proches de la transformation de la guerre commerciale en conflit armé que d'une nouvelle croissance économique.

Les partisans de règles commerciales de plus en plus ouvertes promettent, eux, croissance et création d'emplois, des promesses auxquelles nous n'avons aucune raison de croire. Le directeur général de l'OMC Roberto Azevêdo, s'inquiétant du ralentissement de la croissance du commerce mondial, a ainsi déclaré : « *Le ralentissement impressionnant de la croissance du commerce est grave et devrait servir de sonnette d'alarme. Il est particulièrement inquiétant vu l'hostilité croissante à l'égard de la mondialisation. Nous devons faire en sorte que cela ne se traduise pas par des politiques inconsidérées qui risqueraient d'aggraver encore plus la situation, non seulement sous l'angle du commerce mais aussi dans la perspective de la création d'emplois et de la croissance économique et du développement, lesquels sont si étroitement liés à un système d'échanges ouvert.* »

Le fait que cette opposition

au Tafta et à la signature d'accords commerciaux soit portée par Trump conduira peut-être ceux qui, autour du PCF ou dans les milieux altermondialistes, voient dans le combat contre ces traités l'expression d'une « vraie politique de gauche » à moduler certaines de leurs formulations. Mais, quels que soient ceux qui portent ces combats, les travailleurs n'ont pas à se sentir concernés par l'opposition entre diverses politiques en faveur de la bourgeoisie, qui les détourne du combat fondamental contre le système capitaliste et contre leur propre bourgeoisie. S'opposer aux mesures précises représentant une régression est nécessaire. Mais en faire un axe de combat politique revient à prendre parti pour les capitalistes de sa propre nation dans la guerre commerciale.

Dans cet article, nous revenons sur le Ceta, adopté provisoirement par le Parlement européen le 15 février dernier,

en attendant sa ratification par chacun des États membres de l'Union européenne (UE), pour montrer en quoi le souverainisme est un poison pour la classe ouvrière.

Le Ceta prévoit, outre la levée progressive de 92 % des droits de douane sur les produits agricoles, une convergence des normes réglementaires et l'ouverture de tous les marchés publics aux entreprises des pays signataires. Il a suffi que la signature, prévue pour le 30 octobre 2016, soit retardée de plusieurs jours, à la suite de l'opposition du gouvernement régional de la Wallonie, pour qu'un certain nombre de responsables politiques se félicitent bruyamment. « *Ceta : Vive la Wallonix* », titrait *Libération* du 25 octobre 2016, qui concluait ainsi son éditorial : « *La mondialisation libérale rencontre une opposition qui n'est pas seulement celle des obsédés de l'identité et des frontières, mais procède de la volonté d'hu-*

maniser l'économie de marché. Une opposition qu'il faut soutenir.» Comme s'il était possible d'humaniser la guerre économique qui est au cœur du capitalisme! De son côté *l'Humanité*, faisant référence au Tafta, déjà suspendu à cette date, titrait le 14 octobre: «*Le Ceta, plus discret, mais tout aussi nocif que le Tafta.*» Le Parti communiste sablera-t-il le champagne pour célébrer la suspension des négociations sur le Tafta décidée par Trump? Le directeur de *l'Humanité*, Patrick Le Hyaric, a publié un ouvrage, *Le traité avec le Canada mis à nu* (Éditions de *l'Humanité*, 2016), où il écrit: «*À travers la nouvelle offensive libre-échangiste se joue bien plus que la sauvegarde de tel ou tel secteur de notre économie; c'est le visage même du monde qui se redessinera selon nos capacités à imposer un commerce «d'égal-échange» et de nouvelles règles de coopération en lieu et place d'une concurrence de tous*

contre tous, du calcul égoïste, et de la soumission des souverainetés populaires au règne de la marchandise.» Voilà comment le protectionnisme est recouvert d'un vernis de gauche. En résumé, pour Le Hyaric, la véritable menace ne viendrait pas du système capitaliste et de la suprématie des multinationales, mais des montagnes de papier que sont ces traités!

L'OPPOSITION AU LIBRE-ÉCHANGE

Cette opposition au libre-échange s'exprime depuis longtemps: dans les années 1990, les réunions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suscitaient de grandes manifestations.

Le Ceta, comme les négociations autour de l'OMC, est le produit des négociations entre les capitalistes par l'intermédiaire de leurs États. Sa promo-

tion a été faite depuis 1999 par le CERT (Canada Europe Round Table for Business: table ronde entre le Canada et l'Europe pour les affaires), réunissant un certain nombre de multinationales françaises, tels Accor, Alstom, BNP Paribas, et canadiennes, tel Bombardier. Pour ces firmes, le Ceta n'est qu'un outil de plus pour s'imposer sur les marchés. Le principal instrument à leur disposition pour défendre leurs intérêts, c'est d'abord l'État sur lequel toutes ces firmes, même multinationales, s'appuient et qui leur est tout dévoué. Même si le Ceta n'était finalement pas ratifié, la puissance des multinationales ne serait pas remise en cause. Quinze ans après les dernières négociations autour de l'OMC qui avaient suscité tant de mobilisations, moins de 10% des sujets abordés ont été ratifiés par les États. Car les États-Unis, le Canada, la France ou le Royaume-Uni n'ap-



Les opposants au Ceta ont organisé une opération Cheval de Troie du 4 au 25 juin 2016 en passant dans plusieurs villes pour exprimer leurs craintes qu'il permette aux multinationales américaines d'imposer leur diktat en Europe.

pliquent que les normes et les droits de douane qu'ils estiment conformes aux intérêts de leurs groupes nationaux.

L'agitation autour de ces accords de libre-échange permet en revanche à ses opposants d'apparaître à bon compte contre le capitalisme, sans s'y attaquer.

UNE FACILITÉ POUR LES MULTINATIONALES

Les États impérialistes se sont développés en collaboration permanente avec les banques et les industriels de leur pays. La forme impérialiste de ces États a été l'expression de la domination des capitalistes industriels et bancaires, et ces États les ont aidés en retour dans leur développement. Avec la formation de trusts, ces liens se sont encore approfondis. À l'ère impérialiste, les grands groupes et les États auxquels ils sont adossés sont en symbiose. Chaque gouvernement défend les intérêts de ses groupes. Contrairement à ce que prétendent les souverainistes hostiles aux traités de libre-échange, les États ne sont pas livrés pieds et poings liés aux diktats des multinationales. Ils sont consentants.

La contradiction entre la nécessité de produire toujours plus, pour augmenter les profits, et les limites du marché solvable implique une bataille incessante entre grands groupes pour arracher des parts de marché. Or ces marchés sont en partie protégés par des tarifs douaniers, par des réglementations techniques, par des normes sur la santé et l'environnement, ou par des limites imposées aux entreprises à capitaux étrangers désireuses de s'y implanter. L'enjeu des négociations du Ceta comme des accords de même type est de parvenir à lever totalement ou partiellement ces obstacles.

Les multinationales trouvent bien des stratégies pour contourner ces règles sans passer par de tels accords. Elles peuvent installer leurs usines sur place, passer des accords directement avec le pays, ou encore réaliser une partie de leur production en tenant compte des particularités locales. Par exemple, le Canada produit une viande sans hormones pour le marché européen. Mais ces règles sont autant de gênes qu'elles préféreraient voir abolir dans les zones où elles souhaitent vendre ou investir.

Pour parvenir à limiter ces réglementations, les États se lancent dans des négociations qui durent des années. Chaque multinationale veut avoir les mains libres à l'étranger, mais elle refuse autant que possible de laisser ses concurrentes en faire autant dans son pays d'origine. Le résultat des négociations s'appuie sur le rapport de force qui les oppose, par l'intermédiaire de leurs États.

Les difficultés de la construction européenne illustrent bien les contradictions auxquelles se heurtent les bourgeoisies pour mettre en place des zones de libre-échange. Les bourgeoisies des grands États européens auraient objectivement besoin, face à la concurrence internationale, et surtout américaine, de se donner un État à l'échelle du continent. Mais il n'est pas question pour les bourgeoisies impérialistes de France, de Grande-Bretagne ou d'Allemagne de dissoudre leur propre appareil d'État dans un État unifié. Les États-Unis d'Europe ne se réaliseront pas sous le règne de la bourgeoisie. Mais même une simple unification des marchés nationaux se heurte en permanence aux intérêts contradictoires des groupes capitalistes appuyés chacun sur son État national.

Des années ont été nécessaires pour réduire ou éliminer un certain nombre de ré-

glementations et de droits de douane. Tout y est passé, de la couleur des phares à la définition de la confiture. Parfois, des compensations ont été obtenues pour sauver un secteur dans un pays, par exemple protéger les bananes des anciennes colonies françaises de leurs concurrentes. Le degré d'homogénéisation atteint par l'Europe reste fragile et pourrait être remis en cause à l'avenir, comme les tendances à l'éclatement de l'Union européenne, illustrées par le Brexit, l'indiquent.

C'est le même type de combat qui se joue dans les laborieuses négociations autour des traités de libre-échange.

COMMENT LES MULTINATIONALES PROTÈGENT LEUR MARCHÉ

Les États-Unis, hégémoniques à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, devaient pouvoir vendre sans entraves et exporter leurs capitaux. Ils appuyèrent le libre-échange d'abord au sein du GATT, un organisme créé en 1947 et destiné en particulier à favoriser la réduction des droits de douane. En 1995, le GATT laissa la place à l'OMC. Les États membres de l'OMC ont supprimé des barrières douanières et levé une partie des restrictions portant sur les quantités de marchandises pouvant entrer ou sortir de leurs frontières. Les droits de douane actuels seraient de 5 % en moyenne, contre 40 % à 50 % après 1945. Cela n'empêche pas le maintien de multiples entraves protectionnistes. Ainsi, malgré l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, l'Union européenne impose plus de 37 mesures protectionnistes à l'acier chinois.

La mondialisation des échanges impose un certain nombre de normes communes dans un domaine tels que les télécommunications. Quel intérêt



Dans plusieurs pays européens des manifestations contre le TTIP ou Tafta, ici à Hanovre en Allemagne le 23 avril 2016.

présenterait un téléphone ne fonctionnant pas dans une zone de la planète? Ces normes sont le fruit de batailles et d'accords entre multinationales. Mais le nombre élevé de domaines où chaque industriel est obligé d'adapter des produits de manière différente selon les zones de destination montre à quel point les capitalistes se servent de ces règles pour protéger leur marché.

Le plus souvent, ces règles ne sont pas érigées au nom du protectionnisme mais au nom de grands principes, comme celui de précaution. Mais, même à supposer que l'Europe impose des règles de santé publique plus strictes que le Canada ou les États-Unis, comme par exemple sur les poulets nettoyés au chlore ou sur les OGM pour l'alimentation humaine, ce n'est pas le cas dans d'autres domaines. Les nombreux scandales (crise de la vache folle, viande de cheval dans les la-

sagnes au bœuf...) qui éclatent en Europe montrent que les États y laissent quasiment toute latitude aux capitalistes. En Italie, au début des années 1980, un fabricant de petits pots pour bébés avait été à l'origine du décès de plusieurs nourrissons parce qu'il utilisait de la viande traitée avec une hormone déjà interdite aux États-Unis. Rien n'a protégé la population européenne de l'amiante, utilisé pendant un siècle alors que l'on savait ce produit cancérigène. Le principe de précaution est, au même titre que bien d'autres règles ou normes, une arme dans la rivalité entre multinationales. Cette défense des prétendues spécificités européennes revient de fait à soutenir les capitalistes du continent contre d'autres, en l'occurrence nord-américains.

Un accord comme le Ceta répond aussi à la volonté des grandes sociétés de pouvoir pénétrer de nouveaux secteurs

souvent encore contrôlés par les États ou qui sont en cours de privatisation, tels que la santé, l'éducation ou l'énergie. Depuis la fin des années 1970, chaque gouvernement transforme progressivement des fractions des services publics en secteurs lucratifs. En France, le secteur hospitalier est partagé entre les hôpitaux publics et les cliniques privées. Celles-ci sont de plus en plus souvent détenues par des fonds d'investissement. Depuis les années 1980-1990, des groupes se sont spécialisés dans les maisons de retraite, les cliniques, les centres d'hébergement pour personnes âgées, et ils rachètent ces établissements. Lorsque ces derniers restent officiellement aux mains de médecins, ils sont aussi sous la pression des banques qui y ont investi. Les trois premiers groupes de cliniques privées, La Générale de santé, Alsan et MédiPôle partenaires, ont pour actionnaire des fonds d'invest-

tissement australien (Ramsay), luxembourgeois (CVC Capital Partners) et européen (Bridgepoint). Cette évolution n'a pas attendu un quelconque traité. La bourgeoisie fait pression pour que les règles nationales lui permettent de transformer des fractions de ces services publics en sources de profit. Fixer un cadre commun entre deux pays ou deux zones a pour avantage de faciliter la pénétration des multinationales, mais les capitaux privés n'ont pas attendu le Ceta pour phagocytter les services publics.

Un autre volet du Ceta consiste à ouvrir les marchés des différentes collectivités sans discrimination aux entreprises des deux parties. Cet aspect intéresse particulièrement les multinationales. Le Canada et l'Europe ont déjà ratifié l'Accord sur les marchés publics en 1996. Donc, en théorie, les marchés publics nationaux doivent déjà être accessibles à toutes les entreprises européennes pour le Canada et vice-versa.

Les adversaires du Ceta s'attaquent en particulier à cette ouverture en prétendant qu'elle serait néfaste pour les travailleurs. L'attribution des gros marchés est le fruit d'après négociations dans lesquelles se mêlent des pressions politiques, des arrangements entre amis... mais où les intérêts des travailleurs sont absents. En 2006, le gouvernement du Québec, une des provinces du Canada, non tenu par l'obligation de non-discrimination, a pris la décision d'attribuer, sans appel d'offres, le contrat de fabrication de rames pour le métro de Montréal à un consortium formé par le canadien Bombardier et le français Alstom. Mais, avant d'en arriver là, un conflit avait opposé Alstom et Bombardier, car le gouvernement du Québec voulait réserver le contrat au groupe canadien. Sarkozy était intervenu dans ce dossier pour menacer le Cana-

da de représailles, avant que le marché soit conclu. La société espagnole CAF, dont les prix étaient inférieurs, a protesté, sans succès. Dans ce dossier, ce sont les profits de Bombardier et d'Alstom qui ont été défendus, mais pas les intérêts des travailleurs!

LES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE ET LA RIVALITÉ ENTRE MULTINATIONALES

Le Ceta comporte aussi la mise en place d'une juridiction privée, les tribunaux d'arbitrage, considérés comme plus indépendants des États: sur les trois arbitres, un est nommé par la multinationale, le deuxième par l'État et le dernier doit faire l'objet d'un consensus entre les deux parties. Cette juridiction est censée protéger les capitalistes contre les modifications de réglementations, les conditions d'exploitation ou tout autre changement qui pourrait nuire à leurs affaires.

Ces fameux tribunaux d'arbitrage privés soulèvent les protestations des altermondialistes et autres opposants au Ceta, qui dénoncent « la perte de souveraineté des États ». Mais ces tribunaux existent depuis soixante ans, même s'ils ont été peu utilisés jusqu'aux années 2000.

Pour l'instant, environ 75 % des procès intentés dans ce cadre le sont par des sociétés américaines ou européennes contre des États du tiers monde. Un de ces procès a opposé l'Uruguay à Philip Morris International, de 2010 à 2016. Cette société américaine a son siège en Suisse. Comme il existe un traité de protection juridique entre la Suisse et l'Uruguay, Philip Morris a intenté un procès au gouvernement uruguayen pour avoir violé ses droits en tant qu'investisseur, en introdui-

sant une politique antitabacisme qui avait fait baisser de 44 % en trois ans la consommation de tabac des jeunes de 15 à 24 ans.

Quand il s'agit de critiquer ces tribunaux, on pointe en général les sociétés américaines. En réalité, les procès ont plus souvent lieu à l'initiative de sociétés européennes: fin 2015, les États-Unis avaient déposé 140 dossiers, et les six grands pays européens 292. Qui gagne ces procès? Une statistique de fin 2015 sur 444 dossiers permet de savoir que, dans 52 % des cas, les multinationales ont gagné ou ont négocié un règlement à l'amiable. Le reste des jugements a été conclu en faveur des États ou bien les procédures ont été abandonnées. Même si les multinationales ne l'emportent pas à tous les coups, elles gagnent du temps et ont un moyen de pression supplémentaire sur les États, en s'appuyant entre autres sur le coût que représentent ces procès. Le Salvador a dépensé plus de 12 millions de dollars pour obtenir la possibilité d'empêcher un consortium d'ouvrir une mine d'or géante. Sa victoire en juillet 2016 a un goût amer. Les années de procédure engendrées par ces procès ont pour effet de rendre prudents les États lors de l'adoption de leur politique.

Il s'agit là d'une des multiples formes du développement inégal et de la domination des groupes capitalistes sur les pays pauvres de la planète.

Mais la loi du plus fort qui régit l'économie capitaliste n'a pas besoin de ces tribunaux d'arbitrage pour s'appliquer. Quand une grande firme, comme la Société générale ou Volkswagen, viole un accord ou une loi, les États-Unis sont en situation de lui faire payer des amendes de plusieurs dizaines de milliards de dollars, ce qui n'est certainement pas le cas de la Côte d'Ivoire ou de l'Uruguay.

LIBRE-ÉCHANGE ET
PROTECTIONNISME :
DES ARMES DE LA GUERRE
ÉCONOMIQUE

D'une manière générale, les opposants à ces divers accords protestent plus vigoureusement quand les États concernés sont les leurs. Ils sont plus discrets à propos des accords passés avec des pays dominés par l'impérialisme. Dernièrement, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a répondu ainsi aux adversaires du Ceta : « *Personne ne proteste quand nous signons un accord commercial avec la grande démocratie vietnamienne, alors que tout le monde dénonce l'accord avec la terrible dictature canadienne.* » Effectivement, les opposants jouent sur la crainte de voir la politique économique des États européens dictée par le Canada et, par son intermédiaire, par les États-Unis. La puissance des capitalistes canadiens et américains est sans commune mesure avec celle des capitalistes du Vietnam. Quel que soit le régime politique de ce pays, il sera soumis au diktat

des patrons européens. La présence des États-Unis en Europe leur assure déjà une certaine suprématie. 50 800 filiales de sociétés américaines sont implantées en Europe, alors que seulement 24 000 sociétés européennes le sont aux États-Unis.

Ceux qui s'indignent de la suprématie américaine mettent en avant la nécessité d'un certain protectionnisme. Par exemple, un haut fonctionnaire appartenant au comité de La Gauche libre, un groupe de réflexion lié à Macron, proposait dans les colonnes du journal *Les Échos* que soient revues les bases des mesures de protection prises par l'Union européenne : « *Les autres grandes puissances n'hésitent pas à mettre en œuvre diverses protections et l'Europe est bien souvent naïve dans son absence de réplique.* » Cette prétendue naïveté de l'Europe n'existe pas. D'une part, parce que l'Europe use de toute sorte de moyens permettant de rendre caducs les accords qu'elle passe avec d'autres entités économiques, mais surtout parce qu'en dernier ressort c'est le rapport de

force entre les puissances qui détermine leur capacité à imposer leurs conditions à leurs partenaires commerciaux. Les mesures de rétorsion que peuvent prendre les sociétés américaines au travers de leur État sont bien plus efficaces que celles que pourraient leur opposer leurs rivales européennes. Les commissaires nommés par les gouvernements des différents États membres de l'UE pour négocier le Ceta ne sont ni naïfs ni manipulés. Ils sont simplement de connivence avec les grands groupes capitalistes. Ils reçoivent leurs représentants pendant des heures. Mais ils négocient dans le plus grand secret, jusqu'à empêcher les parlementaires européens de prendre connaissance du projet au fur et à mesure.

Les adversaires du Ceta réclament une autre mondialisation. Ils prétendent qu'il serait possible que les relations entre capitalistes, entre nations, ne soient pas aussi sauvages et violentes. Le plus souvent, ils se contentent d'aborder le problème à partir des pays riches, sans prendre position par



Manifestation au Salvador contre l'ouverture d'une mine d'or par l'entreprise Océanogold.



DR

Les sociétés américaines n'ont pas besoin de traité de libre-échange pour entrer sur le marché européen : ici l'entreprise Norbert Dentressangle rachetée en avril 2015 par une société américaine.

exemple sur la violence des rapports entre la France et ses anciennes colonies. Prétendre que le capitalisme peut respecter des relations d'égal-échange, pour reprendre le terme de Le Hyaric, est un conte pour enfants. La violence des rapports économiques est inhérente au système capitaliste. Chaque capitaliste vise l'accroissement de ses profits, aux dépens de ses concurrents, voire par leur destruction.

L'issue pour la société n'est pas dans un bon dosage de

protectionnisme et de libre-échange de façon abstraite, car celui-ci ne résulte pas d'un choix mais des rapports de force en un moment donné. S'immiscer dans la guerre que les capitalistes se mènent entre eux revient à prendre parti pour un camp contre un autre, avec comme seule perspective d'en être les victimes. Une victoire des capitalistes européens contre ceux du Canada ou des États-Unis ne changera pas le rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. À l'inverse, le blocage

par les États-Unis des négociations n'entraînera pas non plus d'avancée pour les travailleurs. Mais le fait pour ceux-ci de prendre position dans les rivalités opposant les différentes bourgeoisies ne peut qu'obscurcir leur conscience en les mettant à la remorque de leurs capitalistes. L'objectif des communistes révolutionnaires est, au contraire, de contribuer à développer la conscience de la classe ouvrière, contre l'ensemble de la classe capitaliste.

14 mars 2017

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)
- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme** (n° 147, 10 juin 2016)



- **États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière** (n° 148, 10 novembre 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- **Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »?** (n° 146, 8 avril 2016)
- **Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier** (n° 144, 8 janvier 2016)
- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)
- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale !

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoobra@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



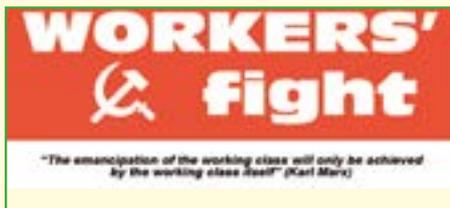
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



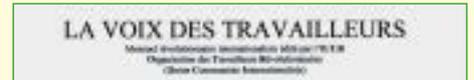
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>